

Tribune socialiste

N° 365 / 21 MARS 1968 / PRIX 0,70 F

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ



Colombert

L'OR et le VIETNAM

Jacques Malterre

Le Président Johnson vient de perdre une bataille importante ; de même que les gouvernements français affirmaient de 1955 à 1958 que la guerre d'Algérie ne pouvait pas avoir de graves influences sur la situation intérieure française, de même il voulait croire et faire croire que la guerre du Vietnam pouvait être poursuivie sans que la solidité

intérieure et internationale des Etats-Unis en soit ébranlée. Comme Wilson qui avait aussi parié qu'il pouvait maintenir l'héritage conservateur dans le monde. Johnson a perdu son pari. La réalité économique et monétaire ne pardonne l'erreur d'aucun gouvernement : le prestige des Etats-Unis est réduit dans le monde entier, le dollar sym-

bole de sa puissance a été refusé comme moyen de paiement ; le gouvernement de Washington ne s'en sort, provisoirement, qu'en sollicitant le concours du dernier carré de ses alliés inconditionnels et en jouant de l'effroi qu'éprouvent les milieux capitalistes devant l'échec

(suite page 3)



L'envers du shopping

Jacques Ferlus

La réforme communale

Georges Gontcharoff

Poitiers livré au hasard

Lucien Lapierre

Les déserteurs américains

Vincent Renault

Eloge de Shakespeare

Claude Glavman

Bernard Sizaïre

Les limites de l'impérialisme

Jean-Marie Vincent

□ LES POINGS SUR LES I Des jeunes pour le socialisme

Chaque année dorénavant 600 à 700.000 jeunes débouchent sur le marché du travail. Pour un nombre important d'entre eux, c'est le chômage qui les attend. Pour d'autres, qui ont pu acquérir quelque qualification, c'est un emploi de fortune et souvent la nécessité de sacrifier ses goûts, de prendre ce que l'employeur-Dieu propose, sans rechigner. Le gaullisme, héritier d'une France en retard dans son développement, expression du néo-capitalisme français confronté aux réalités de plus en plus accusées de la lutte inter-impérialiste, est et sera absolument incapable de fermer la plaie du chômage grandissant. Mieux que jamais, les esprits lucides peuvent mesurer à quel point le péril est grave, et impératif l'avènement dans notre pays d'un authentique régime de gauche. Malheureusement, et en dépit des apparences, nous sommes encore très loin d'un tel avènement. Trop de médiocrité reste à vaincre, trop de conformisme reste à tuer, avant que la gauche se situe au niveau des exigences du temps.

Mais rien n'est perdu, car la jeunesse travailleuse n'accepte pas le futur qu'on lui bâtit, le présent qu'on lui propose, et dont on s'étonne, un peu naïvement, sous certaine plume de renom, qu'il engendre l'ennui. De cette volonté, la rencontre nationale des jeunes du P.S.U. a vivement témoigné.

En décidant de resserrer les liens existant déjà entre les jeunes du P.S.U., en décidant aussi d'élargir de façon décisive l'action en direction des masses de jeunes égarés dans un réel dont ils sont les esclaves, en témoignant enfin — quels que soient les défauts, les lacunes, les faiblesses du débat engagé — d'un sens profond des responsabilités, les camarades, présents samedi et dimanche derniers à Paris, ont me semble-t-il bien travaillé pour le parti, pour le socialisme, pour la future victoire de la gauche, à qui il appartiendra de réaliser, sur les ruines de la société bourgeoise, un ordre nouveau, égalitaire et libérateur.

André LAUDE.

□ Haro sur les halles (suite)

La session extraordinaire du Conseil de Paris s'est conclue, en ce qui concerne le projet d'aménagement des Halles, par une résolution qui remet en cause la procédure suivie jusqu'ici et qui visait à escamoter l'élaboration d'un programme et la définition d'un parti d'urbanisme. Les groupes de gauche de l'Assemblée municipale, ayant déposé une résolution com-

mune, ont pu faire adopter un amendement (auquel s'est rallié le groupe centriste) qui demande une réduction des surfaces affectées aux bureaux, et qui précise que ceux-ci devront être réservés à « des emplois diversifiés » « excluant le ministère des Finances et le Centre international du commerce dans leurs exigences actuelles ».

En définitive, les projets de l'administration préfectorale ont été battus en brèche, et la délibération proposée qui tendait à confier à deux architectes le soin de promouvoir une opération mal engagée, est restée sans suite.

Deux leçons sont à tirer de cette expérience :

1°) Dès le départ (décembre 1966) le groupe P.S.U. refusant le chèque en blanc que demandait le préfet, avait mis en garde l'Assemblée municipale sur les dangers d'« une procédure qui escamotait le fond du débat ». Il avait rappelé la nécessité de définir un programme, mais l'ensemble des groupes y compris de gauche, ne l'avait pas suivi.

Dans le cas présent, le débat qui vient d'avoir lieu montre qu'il faut savoir tenir bon sur les positions qu'on estime juste.

Au cours des derniers mois, le déroulement des travaux sur cette question a mis en lumière les dangers que nous avons soulignés dès l'origine ; les groupes de gauche ayant finalement rejoint nos positions se sont trouvés en situation de force, tant il est vrai qu'on ne peut fonder une politique d'aménagement sur des équivoques.

2°) C'est aussi sous la pression de l'opinion publique que les élus se sont ressaisis. Les inquiétudes qui se sont manifestées dans les articles de presse et l'action concertée de groupements d'habitants, menant campagne pour l'élaboration démocratique d'un plan d'aménagement, n'ont pas été sans influencer les conseillers de Paris.

Il nous faut signaler en particulier les initiatives prises par le COPRAS et l'IPCER, avec le concours des « comités aménagement » d'arrondissements parisiens : conférence de presse et organisation d'un colloque au cours duquel des décisions ont été prises pour le développement de cette action.

R.B.

□ A qui la terre ?

Au cours de ces dernières années la charge foncière a triplé par travailleur.

Il devient impossible d'acquérir de nouvelles surfaces qui seraient désormais une charge insupportable.

Des projets furent mis en avant. Ils prévoyaient l'acquisition de la terre par des sociétés civiles ou sociétés foncières. Les organisations agricoles dans le but d'éviter l'écrasement des fermiers proposaient que 30 % des parts soient réservées à ces

derniers. Il fallait également éviter d'aller vers des ensembles trop vastes s'apparentant peu à peu à la formule d'exploitation capitaliste.

Aujourd'hui, le ministère de l'Agriculture propose la mise en place des Sociétés Agricoles Foncières (S.A.F.). Ce projet sera peut-être mis en discussion lors de la prochaine session du parlement.

Il nous a paru nécessaire d'alerter les intéressés afin qu'ils pensent à mettre en garde les élus. De quoi s'agit-il ? D'après les informations que nous avons pu recueillir il semble que le projet s'oriente vers la création de sociétés anonymes particulières, administrées par un conseil composé de 1/3 de membres fondateurs (syndicats, Crédit Agricole, Mutuelles 1900, coopératives, etc.), 1/3 de preneurs (fermiers) et 1/3 d'épargnants (porteurs de capitaux).

Si les organisations agricoles (C.N.J.A.-F.N.S.E.A., etc.) sont d'accord en ce qui concerne l'administration d'une telle société, elles sont résolument hostiles aux deux derniers points. La libre discussion du fermage, du fait de la surenchère facile, en rendrait le montant inhumainement élevé. D'autre part elles estiment qu'il est nécessaire de fixer un plafond à la bonification du taux d'intérêt, les responsables de la profession se demandant jusqu'à quel point elle peut aller. Ils veulent des garanties. Si le projet n'était pas amélioré dans le sens souhaité, la profession s'y opposerait sûrement. Bien entendu, il doit être interdit à ces sociétés d'exploiter elles-mêmes.

Les syndicalistes agricoles doivent être très vigilants. Si des garanties sérieuses n'étaient pas accordées, ces sociétés ne seraient-elles pas l'amorce de sociétés plus vastes qui, la crise économique aidant, auraient tous les moyens pour faire pression sur les fermiers et en faire un sous-prolétaire inorganisé et sans défense. □

□ Ce que prouve Redon

A Redon, 3.500 métallurgistes se sont heurtés aux forces de police avec une violence qui tend à devenir monnaie courante dans la région. C'est la troisième fois depuis juin dernier que l'on manifeste et que l'on se bat dans les rues de la petite sous-préfecture de l'Ille-et-Vilaine.

Pourquoi tant de colère ? Pour répondre, on ne peut mieux faire que de citer Yves Le Foll, député-maire P.S.U. de Saint-Brieuc. Voici quelques extraits de son discours à un meeting sur l'emploi, organisé par les dix-septième et dix-huitième sections P.S.U. de Paris.

« ...Depuis plusieurs dizaines d'années le chômage n'est plus en Bretagne une maladie aiguë, mais un mal chronique. Sa manifestation la plus importante est l'exode des populations. Au cours des cinquante dernières années, la population des Côtes-du-Nord a diminué de plus

Tribune Socialiste

Hebdomadaire du
Parti Socialiste Unifié

Directeur Politique
Christian Guerche

Directeur adjoint
Claude Glayman

Rédacteur en chef
Eric Bergaire

Administration :
54, boulevard Garibaldi
Paris-15^e - SUF. 19-20

Publicité générale au Siège
de l'Administration

Directeur de la Publication :
Roger Cérat

MORIAME - PARIS 1968

de cent mille habitants... Entre 1954 et 1962, la population active de la région a diminué de plus de quatre-vingt mille personnes, soit 7,5 %... »

« ...58 % des emplois créés en Bretagne, sont des emplois de manœuvres et d'ouvriers spécialisés (moyenne nationale 21 %). Les jeunes qui ont acquis une qualification sont obligés de quitter la région... »

« ...35 % des salariés gagnent moins de 500 F par mois (12 % à Paris). Le revenu moyen annuel des ménages est de 17.000 F. Ces chiffres expliquent pourquoi on a envie de partir, en particulier dans les familles rurales où l'on ne peut plus vivre sur des exploitations trop petites... »

« ...Le mouvement d'exode aurait tendance à s'accroître, mais le marché du travail étant saturé, notamment dans la région parisienne, le mécontentement des Bretons grandit... »

« ...Le gouvernement demeure impuissant. Il a tenté une relance de l'économie régionale, mais sa politique de décentralisation est un échec total. »

« ...Quant à l'avenir, d'après les évaluations officielles, il faut compter en 1970 sur cent treize mille demandes d'emploi de plus qu'en 1962. En contrepartie, il y aura à cette date quarante-quatre mille emplois supprimés dans la région. Que vont faire les soixante-dix mille qui restent ? Si rien n'est créé sur place, ils iront grossir les rangs des demandeurs d'emploi de la région parisienne... »

Ces nombreux problèmes abordés par Yves Le Foll, les travailleurs bretons les connaissent bien, ils les vivent et en supportent les conséquences. On n'a donc pas fini de se battre dans les rues de Redon et ailleurs dans l'Armorique. □

L'or et le Vietnam

(suite de la 1^{re} page)

américain en Extrême-Orient et la disparition d'un ordre économique international fait à leur convenance.

Dans cette affaire le moindre des paradoxes n'est pas que ce sont justement des capitalistes détenteurs de grosses fortunes et sans doute des américains eux-mêmes qui ont porté les coups décisifs contre le système qui favorisait l'expansion du capitalisme.

En achetant de l'or avec l'espoir que le prix de celui-ci serait bientôt augmenté officiellement par rapport au dollar, ils ont obligé les Etats-Unis à puiser dans leurs réserves de métal précieux pour satisfaire la demande mondiale. Au rythme où se faisaient ces achats, les stocks américains diminuaient rapidement. Ceci, qui était connu de tout le monde, renforçait les spéculateurs dans l'idée que le dollar devrait être dévalué, c'est-à-dire que son prix exprimé en poids d'or allait baisser, d'où de nouvelles vagues d'achats.

Les autorités monétaires américaines ont donc dû convoquer les gouverneurs des grandes banques occidentales pour leur demander de cesser de vendre de l'or au cours fixé par les Américains eux-mêmes. Désormais il n'y a plus de lien réel entre le dollar et l'or.

Mais en même temps les Américains ont dû promettre de faire ce à quoi ils ne s'étaient jamais résolu : limiter le déficit de leur balance des paiements. Etrange retour des choses ! Alors que depuis 15 ans, les U.S.A. créanciers du monde imposaient à leurs débiteurs, surtout les pays sous-développés, de revenir à une « saine gestion de leurs affaires économiques », ce sont les nouveaux créanciers, c'est-à-dire les pays européens qui donnent des « conseils » aux dirigeants de Washington.

La crise actuelle revêt donc trois aspects, elle est à la fois monétaire, économique et politique.

La crise est monétaire. Cela signifie que la monnaie qui servait de base aux transactions internationales, que chacun considérait comme un instrument absolument sûr de placement, que chacun acceptait en règlement des dettes est désormais l'objet d'une méfiance générale. Chacun, particulier ou Etat, voudrait en avoir le moins possible et cherche donc à s'en débarrasser.

C'est là un coup très dur pour les U.S.A. car depuis 15 ans la confiance dans le dollar était à la fois la conséquence et la cause de la puissance américaine dans le monde occidental.

La conséquence parce que personne ne mettait en doute le fait que la monnaie d'un pays aussi puissant que les U.S.A. était une monnaie sûre. La cause parce que grâce à cette confiance les U.S.A. pouvaient régler le déficit de leur balance des paiements dans leur propre monnaie.

Depuis plusieurs années les Américains auraient dû « sortir » 5 milliards d'or chaque année, en fait les pays créanciers faisaient confiance et acceptaient de ne pas être payés en or ; ils gardaient leurs créances sur les Etats-Unis ; ils avaient donc des dollars.

Depuis 5 ans la cause fondamentale de ce déficit c'est la guerre du Vietnam ; celle-ci occasionne des dépenses américaines énormes à l'étranger et en même temps, elle oblige les U.S.A. à acheter beaucoup de choses à l'étranger également, tandis que les exportations américaines sont freinées du fait de la très forte demande de produits à l'intérieur.

Nous l'avons déjà dit, sans la guerre du Vietnam il n'y aurait pas eu de crise monétaire ; mais aussi sans l'acceptation du dollar comme monnaie universelle les gouvernements américains auraient été obligés ou de cesser la guerre, ou comme de Gaulle pour l'Algérie en 1958, de la faire payer au peuple américain.

La crise va donc être aussi une crise économique. Désormais obligés de faire effort pour limiter leur déficit extérieur les Américains vont devoir comme Wilson faire des économies budgétaires et augmenter les impôts ; ils vont renchérir le crédit, limiter les hausses de salaire, diminuer la construction de logements, réduire leur aide civile à l'étranger, freiner leurs investissements hors des U.S.A.

Toutes ces mesures auront des effets défavorables pour le commerce mondial ; d'autres pays vont en sentir le contre-coup qui s'ajoutera aux conséquences de la politique restrictive de Wilson.

Dans le même temps les Américains vont s'efforcer de convaincre leurs amis européens d'accroître leur activité pour accélérer leurs achats aux U.S.A. ; ils voudraient en particulier que la C.E.E. abaisse rapidement les droits de douanes appliqués aux produits américains alors que ces derniers ne feraient rien de tel en faveur des produits européens.

Si les Européens acceptaient ces demandes cela permettrait à Johnson de poursuivre sa politique en Extrême-Orient pendant encore longtemps sans imposer de trop gros sacrifices aux citoyens américains ; si ils ne le font pas, ou le font mollement alors le gouvernement américain, pris dans l'engrenage, devra accentuer la mobilisation des forces économiques et imposer le dirigisme des prix et des salaires. Les U.S.A. entreront dans l'économie de guerre et la réélection de Johnson serait le signal d'une évolution encore plus rapide dans ce sens.

✱

Mais la crise actuelle est aussi politique ; l'apparition de nouveaux candidats contre Johnson ; la dégradation de sa popularité, son échec relatif à la première élection primaire, l'accroissement du mouvement de protestations aux U.S.A. même sont autant de signes d'une inquiétude que les revers américains ont suscité et que la perte de prestige a encore renforcé.

Mais de la contestation morale contre une guerre odieuse, l'opposition à la politique de Johnson s'étend aujourd'hui à des milieux que la morale inquiète peu mais qui redoutent de voir la puissance capitaliste plus affaiblie par la poursuite de l'agression au Vietnam que par l'arrêt des combats et la négociation.

Hors des Etats-Unis la crise internationale revêt également un aspect politique parce qu'elle accuse les divergences entre ceux qui avaient besoin du calme international pour trouver des lignes d'accord.

Plusieurs des partenaires de la France dans la C.E.E. pouvaient être sensibles à ses arguments contre l'usage abusif que les U.S.A. faisaient de leur situation de puissance économique dominante et de son instrument le dollar ; l'idée d'une concertation européenne pouvait progresser ; mais devant la remise en cause des fondements de l'ordre capitaliste international les représentants de ce pays n'ont pas hésité à courir à Washington pour resserrer les liens avec le garant de cet ordre.

Dans cette situation les hommes de gauche ne devraient pas mêler leur voix à celles des tenants d'un système qui jurait contre toute initiation socialiste. Ils ne peuvent non plus se réjouir des difficultés que la crise va provoquer en maints pays pour les travailleurs.

Leur réflexion ne peut donc s'orienter que dans trois directions. D'abord il faut cesser d'avoir peur de dire des vérités sur le contrôle nécessaire des mouvements de capitaux. Quand le P.C. et la F.G.D.S. suggèrent par une « petite phrase » qu'un gouvernement de gauche se devait de prendre des mesures pour empêcher les détenteurs de capitaux de saboter une expérience de gauche, ils n'ont qu'un tort qui est de ne pas le dire plus explicitement. Il n'est plus possible de laisser les choix nationaux à la merci de la spéculation.

Ensuite il faudra bien reconstituer un système de paiements internationaux. Celui-ci devrait reposer sur un organe de crédit qui ne serait plus dominé par une ou deux puissances, mais que devrait être régi par des représentants de tous les pays en prenant en considération les véritables capacités de développement donc de solvabilité réelle plus que les stocks monétaires.

Enfin la crise internationale et l'attitude de nombreux pays européens devraient ouvrir les yeux à ceux qui croient encore qu'il y aurait dans une Europe politique une large majorité pour définir une attitude commune à l'encontre des objectifs actuels de la politique mondiale des Etats-Unis ou même en faveur d'une pression conjuguée pour obliger ceux-ci à revenir à une politique libérale et anticolonialiste qui a été la leur à plusieurs reprises au cours de leur histoire.

La gauche n'a plus le monopole, si elle l'a jamais eu, des erreurs monétaires, dans la mesure où elle veut changer les choses elle devra faire de la monnaie l'instrument d'une politique cohérente ; elle est peut-être seule à pouvoir y parvenir. □

LE CONSEIL NATIONAL
des 30 et 31 Mars 1968
se tiendra à VERSAILLES
PALAIS DES CONGRÈS
Place d'Armes

□ « Hanoi est plus important »

La deuxième conférence des Nations unies sur le commerce et développement se tient à New-Delhi depuis plusieurs semaines. Représentants des « pays riches » et des « pays pauvres » s'y confrontent, comme à Genève il y a quatre ans. Et comme à Genève, on s'achemine dans l'aigreur et la résignation vers des compromis verbaux qui ne satisferont personne et ne résoudront rien.

Les pays du tiers monde s'étaient mis d'accord à Alger pour présenter ensemble leurs revendications et leurs critiques. Ils ont mis en cause l'insuffisance de l'aide internationale et l'injustice des rapports commerciaux. Ils ont demandé la réglementation du commerce international par des accords sur les principaux produits, l'abaissement des tarifs douaniers sur leurs exportations agricoles et industrielles, l'accroissement et la libéralisation des concours financiers internationaux.

Avec des nuances et des contradictions, notamment entre l'Europe et les Etats-Unis, les pays industriels opposent à ces demandes une volonté de maintenir leur hégémonie et de n'apporter leur concours au développement du tiers monde que pour autant qu'il se traduira pour eux par de nouveaux avantages.

Nous publierons dans quelques semaines le dossier de la conférence de New-Delhi, à partir d'une étude du CEDETIM dont nous nous sommes réservé l'exclusivité. Nous entrerons alors dans le détail des problèmes économiques et techniques, à la lumière des débats et des résolutions finales.

Dès maintenant, cependant, il est possible de formuler un jugement global négatif. Comme on pouvait s'y attendre, ce type de confrontation diplomatique est une occasion de poser des problèmes et de les faire mieux connaître : elle n'est pas un moyen de les résoudre. Les accrochages entre la délégation cubaine et celles des autres Etats d'Amérique du Sud ont souligné l'ambiguïté de la notion de « tiers monde ». Combien, parmi les représentants des « pays pauvres », somptueusement installés dans les splendeurs de l'ancien empire indo-britannique, sont en réalité les alliés politiques et les auxiliaires économiques de l'impérialisme ?

Le mérite d'une telle conférence est peut-être avant tout de montrer les limites d'un certain réformisme international. Le sort des peuples sous-développés ne se joue pas sur les tapis verts mais dans la lutte contre l'oppression, dans l'effort pour l'édification du socialisme. On ne saurait mieux conclure à cet égard qu'en reprenant le titre excellent d'un article paru dans la revue « Terre Entière » : « New-Delhi est moins important que Hanoi ». □

□ Le défi

Il y a quelques semaines encore, c'est en brûlant leurs livrets militaires devant les centres de recrutement que de jeunes intellectuels barbus protestaient contre l'engagement de leur pays au Vietnam. Aujourd'hui, par centaines, rasés de près et arborant les insignes de leurs universités, ils participent à la campagne électorale d'Eugene McCarthy, 51 ans, sénateur du Massachusetts, qui en obtenant 42 % des voix des électeurs démocrates contre 49 % au président Johnson, aux élections primaires du New-Hampshire vient de lancer à l'administration en place un éclatant défi.

Le règlement du conflit vietnamien est devenu pour les candidats à la présidence des Etats-Unis un cheval de bataille, qui passe bien avant ceux de la ségrégation raciale ou des problèmes économiques et monétaires car il remet directement en cause aux yeux de l'opinion internationale le prestige et l'invincibilité de l'Amérique.

Tandis que Johnson proclame sa volonté de gagner coûte que coûte une guerre déjà largement perdue sur le terrain et envoie les 35 000 hommes d'une nouvelle division perdre leurs dernières illusions dans la pourriture du delta ou les tranchées de Khé-Sanh, les politiciens des deux grands partis passent à l'action.

Nixon le républicain, lance jeudi dernier un appel en faveur d'une « nouvelle offensive diplomatique », tandis que Robert Kennedy le démocrate laisse entendre clairement qu'il est favorable à l'ouverture de négociations immédiates avec les Vietnamiens.

Ce n'est plus seulement au Vietnam que se joue désormais le sort de la guerre, mais dans l'atmosphère survoltée des réunions électorales, au hasard des discours et dans le secret des urnes.

Que Nixon triomphe dans les prochaines consultations, et il ne manquera pas de préciser son plan de paix.

Que McCarthy obtienne à nouveau, le 2 avril prochain dans le Wisconsin, un succès comparable à celui du New-Hampshire et les pacifistes américains auront peut-être trouvé un leader national qui leur manquait.

Que Kennedy parvienne à surmonter les critiques que lui vaut une candidature tardive, et alors les voix de bon nombre de Noirs et des couches sociales les plus défavorisées pourraient être acquises.

Il appartient désormais au président en place de répondre au plus tôt au raz de marée qui le menace au sein même de son propre parti. □

□ De tous azimuts...

Autoritaire, ne supportant pas la contradiction, sachant imposer à ses subordonnés le choix discutable du chef de l'Etat, le général Ailleret, chef d'état-major des armées qui était né le 26-3-1907 est décédé à la suite de la catastrophe aérienne de l'île de la Réunion.

Après avoir dirigé personnellement les deux premiers tirs atomiques de Reggane, il s'apprêtait à une nouvelle escalade dans l'armement atomique français.

Reprenant le vieux rêve du Président de la République, il avait tout récemment développé la conception dogmatique d'une défense « tous azimuts », sans tenir compte de l'impasse économique-militaire dans laquelle il engageait les forces de la nation.

Son successeur éventuel, sera-t-il capable de faire comprendre au général de Gaulle que son programme atomique de « grandeur » compromettra dangereusement l'expansion économique, et la justice sociale, sans donner aux forces armées cette invincibilité si recherchée ?

...à la non-dissémination

Britanniques, Américains et Soviétiques ont déposé lundi 11 mars devant la conférence des dix-sept sur le désarmement la version définitive du projet de traité interdisant la dissémination des armes nucléaires (1).

Ce nouveau texte comporte dans son préambule un engagement d'essai d'obtention « de l'arrêt définitif de tous les essais nucléaires et de poursuivre les négociations à cette fin ».

Les articles 6 et 8 du nouveau traité déclarent que les parties au traité s'engagent à poursuivre les négociations pour parvenir au « désarmement général et complet sous un contrôle international strict et efficace ».

En outre tous les cinq ans le traité peut être réexaminé si une majorité le demande.

Pourtant ces nouveaux progrès ne sont pas suffisants pour obtenir la signature de tous les pays. Sans parler de l'Allemagne fédérale, des pays comme l'Inde, le Brésil ou la Roumanie se refusent pour l'instant à signer un tel texte.

Les objections sont importantes l'Inde réclame à juste titre une déclaration, annexée au traité, des puissances nucléaires contre un éventuel chantage atomique de la part de l'un d'entre eux.

La Roumanie, le Brésil et bien d'autres encore insistent pour que les puissances atomiques prennent des mesures concrètes de désarme-

ment dans les cinq années qui suivront la signature du traité. Ils demandent l'information des pays non-nucléaires, des progrès réalisés dans tous les domaines de l'utilisation pacifique de l'atome dans les pays nucléaires.

La France doit participer à la négociation, elle peut appuyer ces justes revendications et répondre ainsi « à l'aspiration des peuples du monde à la sécurité et à la paix » comme le notait récemment P. Mendès France (2). □

(1) Voir « T.S. » N°s 331, 341 et 359.
(2) Le Courrier de la République N° 60.

□ La conférence méditerranéenne

Dimanche 17 mars, les représentants de 16 partis se sont réunis à Rome afin d'arrêter définitivement les modalités de la « Conférence des forces progressistes et anti-impérialistes de la Méditerranée » qui se tiendra à Rome les 9, 10 et 11 avril prochain. Jean-François Perthus, membre du Bureau national, représentait le P.S.U. à cette réunion.

La liste des participants à la conférence, qui est maintenant arrêtée définitivement, montre que l'immense majorité des forces progressistes de la Méditerranée sont prêtes à se rencontrer pour définir ensemble une stratégie anti-impérialiste adaptée à cette région du monde. Dans l'état actuel de sa préparation, on peut considérer que la conférence ouvrira la voie à des luttes puissantes et cohérentes.

C'est là l'importance politique fondamentale de cette conférence méditerranéenne dont l'idée, née il y a quelques mois à Bologne a surmonté tous les obstacles. La conférence, c'est maintenant acquis, se tiendra dans de bonnes conditions. Nous y reviendrons prochainement pour indiquer de façon plus précise la conception qu'a le P.S.U. de la lutte anti-impérialiste dans la Méditerranée.

LISTE DES PARTICIPANTS :

FRANCE : P.S.U. - P.C.F. ; ITALIE : P.S.I.U.P. - P.C.I. ; ALGERIE : F.L.N. ; R.A.U. : Union Socialiste Arabe ; CHYPRE : AKES ; SYRIE : B.A.A.S. ; MAROC : U.N.F.P. - P.C.M. ; YOUGOSLAVIE : Alliance Socialiste ; ESPAGNE : Organizacion Frente et P.C.E. ; PORTUGAL : F.N.L. ; GRECE : P.C.G. - E.D.A.

L'Union du Centre Grec et les représentants libanais n'ont pu donner de réponse définitive.

Chaque semaine lisez :

« Tribune Socialiste »



Au premier plan, Chantal Rudali.

□ Yougoslavie

Un parti pris de franchise

Chantal Rudali

Les 8, 9 et 10 février se tenait à Belgrade le 8^e Congrès de l'Union de la Jeunesse Yougoslave. Il comptait environ 1.500 Yougoslaves délégués de l'Union et 83 délégués étrangers de divers pays représentant les partis et organisations de gauche.

Le rôle du Congrès tel que l'a défini Tito, était « d'examiner le rôle de la jeunesse dans la société socialiste yougoslave fondée sur l'autogestion. »

L'organisation

L'Union de la Jeunesse de Yougoslavie est une « organisation socio-politique de masse dans le cadre de laquelle les jeunes s'organisent librement. »

Les statuts de cette organisation se préoccupent tout spécialement de l'engagement politique des jeunes et des modalités de cet engagement. Ils précisent que les jeunes « se doivent de contribuer par leur activité, à l'édification ultérieure de la communauté socialiste d'autogestion. Les jeunes sont tenus de déterminer le contenu et les formes d'activités de l'Union de la Jeunesse par leur propre activité et leur engagement dans divers domaines de la vie sociale... Ils sont tenus de s'employer à mieux connaître les questions socialistes et celles qui concernent leurs positions et leurs perspectives afin de pouvoir édifier leurs propres prises de position... De discuter de l'activité des membres des organes de

l'Union de la Jeunesse, de leur révocation ou de leur démission. »

L'accent est mis sur la nécessité de la participation des jeunes au socialisme et sur l'autonomie des mouvements de jeunes.

Ce souci d'autonomie est précisé un peu plus loin : « les jeunes réalisent leur activité au moyen de formes librement choisies. »

Pour les Yougoslaves engagement politique et autonomie sont inséparables. En effet, l'Union de la Jeunesse est consciente de la nécessité profonde d'une réflexion personnelle préalable à tout engagement intelligent.

Elle se donne pour tâche de faire prendre conscience aux jeunes des réalités auxquelles ils se trouvent confrontés et des problèmes qu'ils auront à résoudre. Elle leur propose en même temps des éléments de réflexion tels qu'ils puissent se familiariser avec ces problèmes, et tenter ultérieurement d'y apporter une solution.

Initiative heureuse et à laquelle nous devons applaudir.

Quoique l'Union de la Jeunesse compte près de 1.200.000 jeunes, soit plus de 80 % de la totalité, la réalisation de ce programme pourrait être retardée : « Le travail idéologico-politique parmi les jeunes n'a pas été jusqu'ici suffisant », déclare le président Tito, qui signale par ailleurs « les manifestations d'un certain manque d'intérêt et d'une certaine apathie dans une partie de la

jeunesse et surtout de la jeunesse intellectuelle. »

Pourquoi cette mollesse ?

Faut-il croire ceux qui prétendent que la Yougoslavie quitterait la voie du socialisme pour se tourner vers une « société de consommation » ?

On comprendrait alors mieux le désengagement des jeunes Yougoslaves !

Faut-il au contraire penser que l'Union de la Jeunesse est la seule responsable en ne répondant pas aux aspirations profondes des jeunes ?

En d'autres termes, les aspirations

politiques des jeunes sont-elles somnolentes ou mal orientées ?

De toute façon il y a là un demi-échec.

Le Congrès donnait par ailleurs l'impression d'un parti pris de franchise et d'objectivité, en même temps que de lucidité et de volonté d'engagement.

On est optimiste en Yougoslavie, mais on ne mâche pas ses mots. Le pays peut se heurter à de graves problèmes mais les jeunes semblent bien armés psychologiquement pour les résoudre. □

□ Rencontre nationale

La mise en action

Jean-Yves Even

Les 16 et 17 mars, avait lieu la première rencontre nationale des jeunes du P.S.U. depuis la création du Parti en 1960.

La nécessité de cette rencontre s'affirmait de mois en mois, au fur et à mesure que les problèmes jeunes devenaient de plus en plus aigus. Il convient d'insister sur l'importance de cette rencontre, destinée à préparer le Conseil National des 30 et 31 mars.

Quatre commissions étaient au travail. Celle qui étudiait la formation professionnelle a dénoncé l'incompétence de l'Education nationale et l'insuffisance de son action. Par-delà cette critique, il s'agit d'une remise en question du rôle de l'Etat.

La Commission revendique le contrôle par les comités d'entreprise et l'Education nationale de la formation professionnelle donnée par l'entreprise.

Le chômage : un système

La Commission « Emploi » a dénoncé la politique de prestige menée par le gouvernement, qui tend à faire du chômage un véritable système, tout en laissant croire qu'il s'agit d'une tare individuelle. En fait, le chômage est le prix que le capitalisme et ses mutations font payer aux jeunes.

La nationalisation des secteurs-clé, une planification rigoureuse et non pas « décorative » permettant l'adaptation du taux de croissance aux nécessités du plein-emploi ont été les solutions avancées.

La Commission « conditions de vie » quant à elle a mis l'accent sur l'insuffisance très nette de l'aide de l'Etat aux foyers de jeunes travailleurs et a demandé une aide financière plus importante, et la création d'un diplôme national de Directeur d'un F.J.T., accessible à tous.

En ce qui concerne les conditions de travail, la Commission a souligné les cadences de production trop rapides auxquelles sont soumis les jeunes travailleurs, les journées de travail trop longues (9 à 10 heures dans le bâtiment par exemple) im-

sées par les entreprises en échange d'un salaire ridiculement bas.

La reconnaissance du droit syndical, et le respect scrupuleux de la législation du travail, ce qui n'est pas toujours le cas ont été revendiqués.

Des travaux des Commissions ressort la nécessité de l'action de l'Etat ; action menée sous le contrôle des syndicats et des organisations de travailleurs.

Cette intervention de l'Etat suppose donc en même temps un renforcement de l'action syndicale et politique.

A cet égard, l'action des jeunes semble prendre une importance croissante. Il suffit de se souvenir de l'expérience de la SAVIEM et on se pose alors la question : Et si Fougères et Caen n'étaient pas des phénomènes isolés, mais des symptômes ?

Fougères, Caen, pas isolés ?

Un parti socialiste digne de ce nom, doit tenter de répondre aux questions que se posent les jeunes concernant les modalités de leur action. Une cinquième Commission dite « d'action » a insisté sur la nécessité de poursuivre les actions locales déjà entreprises et de les développer en direction des jeunes travailleurs. Un stage de formation destiné aux jeunes, a par ailleurs, été prévu.

Dans son discours d'ouverture, Michel Rocard constatant les mauvaises relations traditionnelles des partis socialistes et de leurs mouvements de jeunes, préconisait la recherche de formules nouvelles : dans un cas, ce serait la création de « sections jeunes » directement rattachées aux fédérations, dans l'autre, les jeunes appartenant à leurs sections locales confronteraient leurs expériences dans des groupes jeunes.

Dans l'un comme dans l'autre cas des jeunes non inscrits participeraient aux actions de ces groupes.

Malgré les difficultés auxquelles ne manquera pas de se heurter cette action, il y a tout lieu de croire qu'elles pourront être surmontées. □



Un climat qui crée des besoins nouveaux.

Collombert

Notre société

L'envers du shopping

Jacques Ferlus

La presse parisienne a parlé récemment d'une grève parmi le personnel des « Galeries Lafayette ». Il y a même eu une manifestation dont on nous a montré des photos sur lesquelles on ne voyait pour ainsi dire pas de femmes. Pourtant, les vendeuses constituent la plus importante des catégories d'employés. Pourquoi n'étaient-elles pas là ?

Une enquête, effectuée par le Bureau de Recherche et d'Action Economique à la demande de la Fédération C.F.D.T. du commerce (1), en plus d'être un élément de réponse important, apporte une connaissance large et précise de l'univers des vendeuses.

Derrière les sourires

Tout n'est que façade et tape à l'œil dans les grands magasins, même le personnel. Si les employées sont le plus souvent jeunes et jolies, derrière leur sourire de circonstance, leur maquillage discret, se cachent des conditions de travail d'une extrême noirceur. Elles font partie du décor, de l'étalage et sont souvent traitées par leurs employeurs avec moins de précautions

que les produits qu'elles ont à vendre.

13 % des vendeuses seulement, possèdent un C.A.P. en entrant dans la profession. Ce n'est, semble-t-il, dû qu'au plus grand des hasards car la qualification compte moins que la beauté des jambes et la douceur du visage. Une femme de plus de trente-cinq ans n'a pratiquement aucune chance d'être embauchée. Une jeune fille peut débiter comme apprentie. Pour un salaire de soixante-deux francs par mois, elle fera huit heures de travail par jour et suivra, pendant sa journée de congé hebdomadaire, deux heures de cours de formation professionnelle.

On entre surtout comme « auxiliaire » dans le magasin. Cela veut dire que pendant un certain nombre de mois, et parfois même d'années, les vendeuses peuvent être licenciées du jour au lendemain sans aucun recours. A une employée qui demandait un jour de congé à cause d'un deuil dans sa famille, on a répondu que si elle le prenait elle perdait sa place. Elle est venue travailler le lendemain.

Mais les employées « titulaires » n'ont rien à envier à leurs camara-

des. Car ici « sécurité de l'emploi » n'a aucune signification. Il est en effet très facile, dans une profession où on est en contact avec la clientèle, où on manipule de l'argent, de trouver de nombreuses fautes professionnelles. Cela va de l'erreur à la caisse enregistreuse, à ce que les patrons appellent « l'incompatibilité d'humeur » pour désigner l'absence du traditionnel sourire devant un client acariâtre.

Si en général toutes les femmes redoutent de vieillir, c'est ici une véritable hantise : « Dès qu'on n'a plus une apparence agréable, c'est fini. Il y a une sorte de désespoir de la profession parce qu'on sait qu'on ne montera plus ; qu'on aura, au mieux, un tout petit peu plus avec l'ancienneté ; que si on va ailleurs on aura moins ; qu'à mesure qu'on vieillit ça devient moins sûr ; qu'il faut toujours se surveiller pour ne pas être mise à la porte. En usine, la vieille ouvrière est considérée, elle a de l'expérience, elle forme les jeunes. Ici c'est le contraire : plus on vieillit, plus on a la hantise d'être fichue dehors. »

Des prolétaires dans le luxe

Le rôle que, le plus souvent, on fait jouer à la vendeuse est en contradiction avec son niveau de vie. Huit heures par jour, elle tient le rôle d'une femme bourgeoise bien habillée, soigneusement maquillée (tout cela sans indemnité particulière de la part des employeurs). Elle évolue dans un milieu riche, entourée d'objets de luxe. Ce climat crée des besoins nouveaux : « Je ne supportais plus de porter un pull-over ou une jupe bon marché. » On cite de nombreux cas de jeunes vendeuses qui, quelques jours après avoir touché leur paye, ont tout dépensé dans le magasin.

Et il est bien difficile d'avoir cette vie de luxe avec un salaire qui varie entre 400 et 600 francs par mois. Pour palier cela, on pratique le travail noir, surtout en province : ouvreuses dans les cinémas, plongieuses ou serveuses dans les restaurants. Cela va parfois jusqu'à la prostitution, les vendeuses à cause de l'élégance qu'on exige d'elles et du contact qu'elles ont avec la clientèle, y sont peut-être plus particulièrement exposées. Même si la prostitution n'est pas généralisée, nombreuses sont les jeunes employées qui ont un « protecteur ».

La jungle

Si tout le monde sourit aux clients, il n'en demeure pas moins vrai que ceux qui sont de l'autre côté de l'étalage : vendeuses, chefs de rayons, direction, ont entre eux des rapports comparables à ceux que peuvent avoir certains animaux de la jungle. Il faut dire que cela arrange beaucoup les employeurs qui, non contents de laisser faire, mettent en place des systèmes qui permettent d'aller toujours plus loin dans les mauvais rapports. La *guelte*, c'est-à-dire l'attribution d'un pourcentage sur la vente, est le

moyen le plus efficace. Si une vendeuse a une bonne *guelte* elle ne fait rien qui puisse déplaire à ses chefs qui la changeraient de rayon. Si la *guelte* est mauvaise elle fera tout pour être « bien vue ». Des vendeuses débordées refuseront qu'on leur adjoigne une nouvelle employée qui leur enlèverait un peu de leurs revenus. « Si on tire dans les pattes des autres, on monte. Si on moucharde, on est bien vue. » On comprend que les employeurs fassent tout pour créer ce climat qui supprime le moindre sentiment de solidarité.

Il n'y a pas de camarades

On pourrait s'attendre à ce que les vendeuses, compte tenu de leurs revenus et de leurs conditions de travail, se considèrent comme de véritables prolétaires, comme faisant intégralement partie de la classe ouvrière. Or, 55 % d'entre elles refusent cette appartenance en disant appartenir aux classes moyennes. Cela, ajouté au manque évident de solidarité, explique les difficultés que connaît le syndicalisme dans ce milieu où il ne faut jamais appeler une vendeuse, fut-elle syndiquée, camarade. Pour nombre d'entre elles, se syndiquer « ça fait ouvrier ». Celles qui adhèrent à un syndicat sont, le plus souvent, celles qui ont précédemment travaillé en usine ou qui ont un père ou un mari syndiqué.

La formation professionnelle

| | |
|---------------------------------|--------|
| Aucune formation | 57,5 % |
| Formation sans C.A.P. | 3,2 % |
| C.A.P. de vendeuse | 12,8 % |
| Autre C.A.P. ou autre formation | 18 % |

L'enquête ne dit pas quel est le pourcentage de syndiquées, ce qui laisse penser qu'il est très peu élevé. Il faut dire que dans ce milieu où, à cause du climat policier, il est pratiquement impossible à deux employées d'échanger quelques mots, les militantes sont considérablement gênées pour mener à bien leur action. Les déléguées du personnel, elles-mêmes, par crainte de représailles n'utilisent pas le temps que leur accorde la loi. La vendeuse syndiquée est l'objet d'une surveillance plus grande de la part de ses chefs.

Les syndicats ont un énorme travail à faire, on peut même penser qu'il est au-dessus de leur force. Mais le fait qu'ils soient présents est important.

Notre société fait naître chaque jour de nouveaux grands magasins qui offrent des avantages certains pour les consommateurs. Mais la classe ouvrière, par les employées des grands magasins, paye bien cher ce progrès. Il serait temps de se mettre à chercher, et à trouver, des solutions.

(1) B.R.A.E.C., 24, rue de Léningrad, Paris (8^e).

(2) Les salaires cités dans cet article sont ceux pratiqués au moment de l'enquête, c'est-à-dire en 1966.

| Elles déclarent appartenir à | Sections du magasin | | | |
|------------------------------|---------------------|--------------------|--------------|----------------|
| | Alimentation | Intermédiaires (1) | Sous-Sol (2) | Nouveautés (3) |
| La classe des travailleurs | 75 % | 57 % | 36 % | 34 % |
| La classe moyenne | 25 % | 43 % | 64 % | 66 % |

(1) Chaussures, papeterie, disques, jouets, maroquinerie. — (2) Quincaillerie, vaisselle, électricité, ameublement, outillage. — (3) Confection, mercerie, lingerie, layette, parfumerie, etc.

Collectivités locales

La réforme des institutions communales

Georges Gontcharoff

La loi municipale de 1884 n'a connu depuis cette date que des modifications minimales, elle n'est plus adaptée aux réalités d'aujourd'hui. La mosaïque de 38.000 communes, dont 24.000 ont moins de 500 habitants et dont les 2/3 ne disposent que d'agents à temps partiel, est à la fois un découpage et une sous-administration impossibles à défendre dans la réalité de notre temps. Tandis que les communes rurales se vident, le développement urbain passé et, *a fortiori*, la progression future qui fera encore doubler la population citadine d'ici la fin du siècle, rendent totalement caduque la structure pluricommunale, où chaque unité interdépendante des autres, cherche pourtant à garder le maximum d'étanchéité par rapport à ses voisines, où chaque unité cherche à attirer vers elle, par tous les moyens, directs ou occultes, les opérations planifiées et les subventions de l'État, en concurrence et non en harmonisation avec ses voisines.

S'accrocher au *statu quo* dans ce domaine, ce n'est pas sauver « les libertés locales », c'est les condamner à la mort lente, par paralysie progressive.

Le Conseil Municipal de 1884 est un modeste gestionnaire de biens et de legs dans une société conservatrice et rurale, quasi statique. Le Conseil Municipal d'aujourd'hui devrait être un planificateur informé et efficace, un promoteur dynamique, un animateur social et culturel dans une société technicienne et citadine en mouvement accéléré.

Parce que la législation et les structures vétustes ne permettent pas cette mutation, la crise d'inadaptation qui s'aggrave sans cesse risque de mettre en péril les « cellules de base de la démocratie ».

Déjà les municipalités les plus dynamiques ont recherché des solutions dans des cadres juridiques et institutionnels peu orthodoxes : c'est le cas, par exemple, de l'Agence d'Urbanisme de Grenoble.

Les plus grosses communes n'offrent que rarement des interlocuteurs valables pour les planificateurs, comme pour les urbanistes. Cette situation conduit toujours aux solutions technocratiques, aggravées par le mépris du pouvoir pour les corps intermédiaires.

Les programmes urbains, pour toutes les agglomérations de plus de 50.000 habitants sont rédigés par des spécialistes de l'État, avec une consultation purement formelle des élus locaux qui n'ont généralement

ni le temps, ni la formation nécessaires pour discuter avec les techniciens sur un pied d'égalité. Il existe bien des commissions, mais elles sont épisodiques et sans poids réel. Il est indispensable de mettre sur pied un système de planification qui aille de bas en haut, c'est-à-dire qui permette la concertation entre le niveau national et régional et les collectivités locales. Cette volonté se situe sur les plans de l'élaboration, de l'exécution, du contrôle et suppose que soit dynamité le verrou essentiel : celui du financement.

Parallèlement, dans les petites communes, le nombre de contribuables est faible, le commerce est peu florissant, les usines sont rares, de sorte que le Conseil Municipal n'a pas les moyens d'assurer un développement fixateur ou attractif, si modeste soit-il. Au nom de la sauvegarde des libertés locales, il est indispensable de procéder au regroupement communal.

La démocratie tourne à vide, parce que les besoins concrets de la population s'expriment dans des associations locales sans pouvoirs et dans des Conseils Municipaux de plus en plus désarmés, tandis que les centres de décision continuent de se concentrer et sont livrés aux spéculations abstraites des technocrates.

La stratégie du fait accompli

Déjà le pouvoir a pris des mesures autoritaires pour répondre aux exigences les plus criantes. Le décret du 22 janvier 1959 a autorisé la fusion des communes. L'ordonnance du 3 janvier 1959 a créé les syndicats à vocations multiples et les districts urbains. Les communautés urbaines sont sorties des textes de la loi du 31 décembre 1966. Mais chaque fois les élus sont mis devant le fait accompli ; chaque fois le détail fait apparaître une volonté gouvernementale de réduire les libertés locales et, par conséquent, chaque fois, les élus de l'opposition s'en tiennent à une dénonciation totalement stérile, au lieu de dresser des contre-propositions qui répondraient aux problèmes réels. Tout se passe comme si le pouvoir voulait démontrer que les élus locaux et départementaux sont toujours des notables conservateurs, et comme si la quasi-totalité de ces élus tombait dans le piège gouvernemental, alors qu'ils sont souvent parfaitement conscients du problème mais répugnent à le soulever, de peur de faire le jeu du pouvoir.

Il faut souhaiter au contraire que



Bonjour Monsieur le Maire.

Collombert

le nouveau projet du pouvoir soit l'occasion d'une réflexion si urgente pour l'ensemble de la gauche.

En ce qui concerne la « coopération intercommunale » et la création de « secteurs de coopération », le nouveau plan s'oriente délibérément vers un système administratif à deux niveaux.

Sachant qu'il ne peut pas toucher aux communes traditionnelles, sans soulever des vagues de protestations le gouvernement utilise le système hypocrite qui consiste à les maintenir sur le papier, mais à les vider de toute substance. Elles ne garderaient que des services « élémentaires », comme l'état civil, l'entraide sociale « immédiate » et « tout ce qui relève du voisinage ». Par contre, toutes les décisions importantes seraient prises par des organes supérieurs réunissant un nombre variable de communes, une dizaine en moyenne.

Un tel partage des tâches est déjà discutable, mais il devient totalement inacceptable si la nouvelle structure n'est pas gérée par un pouvoir démocratique issu du suffrage universel direct. Un suffrage au second degré, « pondération des conseils municipaux », introduit une distorsion très dangereuse : les électeurs sont appelés à élire des assemblées qui n'ont plus aucun pouvoir ; par contre, ils sont coupés d'un contact direct avec des assemblées qui procèdent aux choix essentiels.

Une telle réforme implique d'autre part une refonte totale de la fiscalité locale directe à laquelle ne procèdent que très incomplètement les lois votées récemment, ainsi qu'un allègement considérable de la tutelle budgétaire et administrative de l'État sur les communes. Comment accepter que des décisions, enfin décentralisées, du moins en apparence,

retombent sur des Assemblées qui ne sont pas l'objet des contestations et des affrontements politiques, arbitrés, sanctionnés par le choix direct des électeurs ?

Relevons la même ambiguïté gouvernementale en ce qui concerne les structures existantes. Il est évident que le point d'aboutissement logique du système amorcé réside dans la suppression simultanée des cantons et de leurs conseillers généraux. On ne dit mot de ce problème. On ne cherche pas à associer réellement les élus des structures actuelles à la complexe définition et à la difficile mise en place des structures nouvelles, et l'on s'étonne de n'éveiller autour de soi que des réactions de méfiance !

Autre contradiction : le projet n'a pas non plus l'audace d'une politique totalement autoritaire. Pour sauvegarder, en apparence, le principe de la libre constitution des regroupements de communes, le pouvoir n'impose rien, mais agira par le biais des « incitations économiques », c'est-à-dire que les subventions iront vers les regroupements et que l'on étouffera, faute de crédits, ceux qui refuseront de se regrouper.

On voit, dans tous les cas, le double défaut de la réforme. On peut dire qu'elle va trop loin si l'on pense que le dialogue loyal avec les élus pour lever leur méfiance légitime ou pour convaincre pédagogiquement leur confort intellectuel, était un préalable à toute réforme. On peut dire aussi qu'elle ne va pas assez loin, si l'on désire que le problème de la crise municipale soit résolu à fond et de manière durable. Le pouvoir fait, une fois de plus la démonstration de son ambiguïté. Dans un pays de longue tradition démocratique, on ne résout rien par l'autorité. □

Aménagement du territoire

De vraies régions économiques

Dominique Vianney

Le découpage des 21 régions de programme actuelles est assurément arbitraire, et Dominique Vianney, n'a pas tort de mettre en cause celles qui ont été établies. Nous n'en retiendrons pas pour autant tous les critères proposés par notre collaborateur. La discussion ne peut cependant avancer que si des propositions sont formulées. C'est à ce titre que nous publions le présent article.

La gauche a, avec raison porté toute son attention sur le problème politique que constitue la région. Mais, si le problème de structure et de définition de la région n'est pas résolu, il y a de grandes chances pour que la région n'ait aucune unité économique et ne puisse constituer un ensemble cohérent.

La délimitation géographique

Ce point est loin d'être un problème d'expert : un peu de réflexion montre que si on veut donner un pouvoir économique à une métropole et à sa région, il serait bon que le territoire délimité ait quelque cohérence et n'empiète pas sur les aires d'influence des villes voisines.

La géographie donne maintenant à l'économiste quelques moyens de connaissance. Progressivement sont élaborées des études monographiques sur l'influence respective des villes et surtout les atlas régionaux, extraordinaires de précision : atlas de Paris, de la Normandie, du Nord.

Il faut savoir sur quelles bases créer la région, c'est-à-dire, savoir ce qu'on veut en faire. Il s'agit de redonner vie aux provinces françaises trop longtemps étouffées par Paris, de la politique à la culture régionale. Mais cette restauration doit s'élaborer sur des bases économiques qui seules garantiront l'autonomie à tous les niveaux. Donc, ce qui est capital, c'est le centre de décision, la métropole régionale qui anime l'arrière-pays. Le seul critère de choix actuel est l'influence des villes, leur pouvoir réel d'attraction, beaucoup plus que les unités physiques ou historiques.

Les géographes choisissent une série d'indicateurs très caractéristiques :

- Influence commerciale : magasins, succursales, ventes ambulantes ou par correspondance, marché agricole.
 - Influence financière : banques, caisses d'épargne...
 - Influence industrielle : zones de ramassage de la main-d'œuvre, migrations, exode rural...
 - Transports et communications ; centre de commandement.
 - Influence culturelle : journaux surtout, mais aussi théâtres, livres... Attitude psychologique.
- On délimite ainsi les zones d'at-

traction immédiate et les zones d'attraction lointaine qui sont les plus intéressantes, mais aussi les plus floues.

La hiérarchie urbaine...

Partout en France, on relève l'influence de Paris sur les principaux centres de commandement financiers, industriels, commerciaux... et politiques.

Mais les huit métropoles d'équilibre (Marseille, Lyon, Bordeaux, Toulouse, Nantes - Saint-Nazaire, Lille - Roubaix - Tourcoing, Nancy - Metz, Strasbourg) bénéficient d'une certaine autonomie qui, si elle rencontre bien des limites, peut être confortée assez vite par une politique appropriée.

Ces métropoles et Paris commandent à leur tour des centres moins importants mais qui rassemblent tous les éléments d'une capitale régionale sans en avoir la population et l'activité : Caen, Rouen, Dijon, Clermont, Limoges, dépendent ainsi de Paris ; Montpellier et Nice de Marseille, Saint-Etienne et Grenoble de Lyon, Rennes de Nantes.

A un troisième niveau, d'autres villes jouent le rôle de relais régionaux et animent une aire plus limitée : Annecy, Perpignan, Pau, La Rochelle, Brest, Amiens, Reims, Troyes, Orléans, Bourges, Besançon, Valence, Mulhouse.

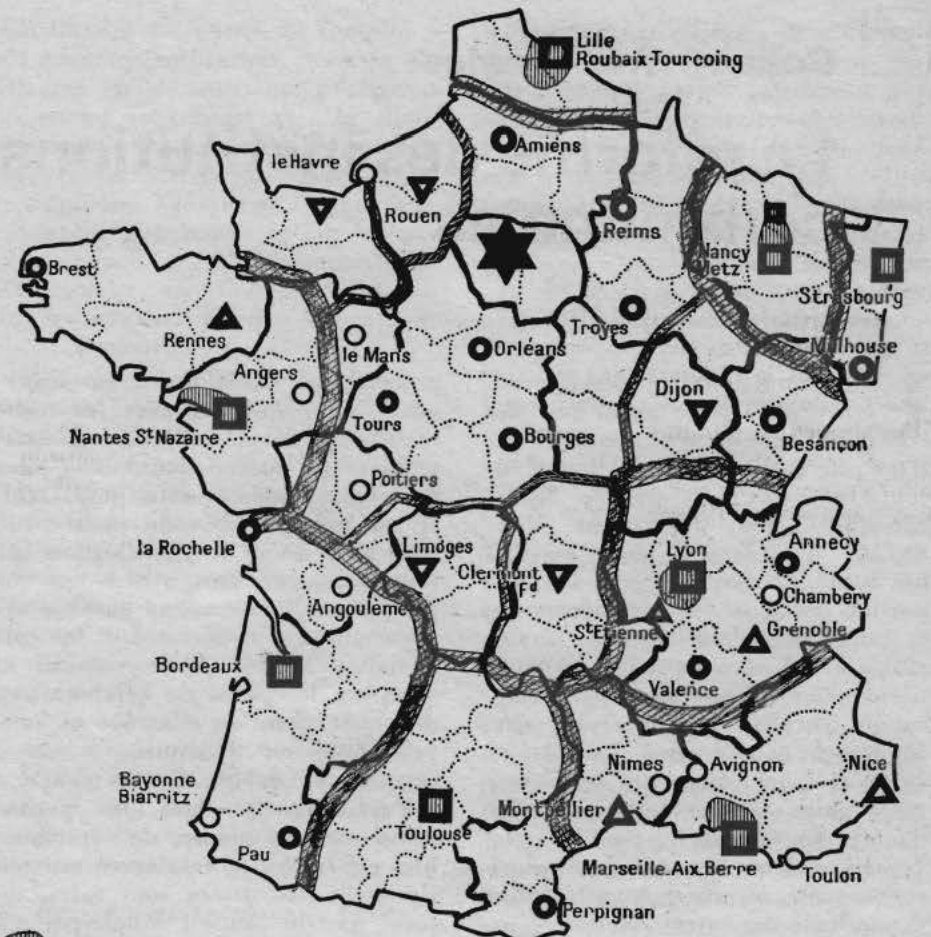
On dispose ainsi d'une armature urbaine à trois niveaux : Paris commande la plus grande partie de la France, pour ne pas dire tout dans certains secteurs, soit directement, soit par les villes à fonction régionale.

Les métropoles d'équilibre définissent leurs propres zones d'influence et agissent par l'intermédiaire des relais régionaux.

...et les régions de programme

La carte établie par la Commission Nationale d'Aménagement du Territoire montre cette organisation : les zones ainsi définies ont toutes les chances d'être homogènes. Or, comparons ces régions réelles aux 21 régions de programme qui ont été reportées sur la carte.

Pour quelques régions qui sont à peu près cohérentes (Nord, Alsace,



- Métropoles et aires métropolitaines
- Limites probables des zones d'influence des métropoles
- Centres régionaux inclus dans la zone d'influence d'une métropole
- Centres régionaux relevant directement de Paris
- Limites probables des zones d'influence des centres régionaux relevant directement de Paris
- Relais régionaux à affirmer pour des raisons spécifiques
- Villes possédant actuellement, incomplètement, une fonction régionale et devant la conserver

Lorraine, Normandie) on trouve que la plupart des régions ont des limites absolument aberrantes.

Car l'administration, par souci d'éviter un bouleversement, a défini la région en accolant quelques départements ensemble sans souci de la réalité ; à vrai dire, pour le rôle actuel de la région, cela ne valait pas la peine de tout bouleverser. Ce découpage reste artificiel et académique.

La Bretagne est partagée en deux régions de programme : Rennes et Nantes. Si celle de Rennes est homogène par la force des choses, que dire de celle de Nantes qui se prolonge sur la Normandie, sur le Maine, tandis que la région de Poitiers empiète sur la Bretagne.

En Auvergne, une partie de la région du Puy est en fait sous l'influence lyonnaise et le sud (Aurillac) est tourné vers le Bassin Aquitain.

Un des cas les plus étranges est celui de la Bourgogne où l'influence de Paris s'exerce sur l'Yonne et la Nièvre, celle de Lyon sur la moitié de la Saône-et-Loire, alors qu'il manque une bonne partie de la Haute-Marne qui relève actuellement de la Lorraine, du Jura et du Doubs qui sont dans la mouvance dijonnaise par l'intermédiaire de Besançon. La

région de Bourgogne est écartelée par trois influences urbaines, tandis que l'influence de Dijon se transmet sur trois régions.

Comment s'étonner, dans ces conditions, que la région économique reste un organisme administratif qui relaie l'influence parisienne uniquement, et ne développe guère les potentialités régionales.

Quelques propositions

L'étude de l'armature urbaine doit se perfectionner encore mais on peut poser quelques principes.

La future région doit correspondre à l'influence économique d'une métropole.

La région doit être assez grande pour résister à l'influence parisienne. Mais sa taille doit être en rapport avec les réalités régionales pour respecter les entités culturelles essentiellement.

Si on suit le tracé des aires d'influence des 8 métropoles régionales, on aboutit à 8 zones périphériques qui entourent l'immense région de Paris. Aussi faut-il prévoir des régions autonomes correspondant aux centres régionaux qui relèvent de Paris et qui sont en même temps de véritables provinces. Pour qu'elles

soient mieux en mesure de résister à l'attraction de Paris, si les réalités géographiques le permettent, on peut concevoir la fusion de régions secondaires. L'association de la Haute et de la Basse Normandie ne pose pas de problèmes considérables à première vue, comme celle de Limoges et de Clermont-Ferrand, bien que certaines objections puissent être avancées. L'union de la Bourgogne et de la Franche-Comté ne ferait que respecter la réalité géo-économique. Il reste à définir la position des villes du centre, du Bassin parisien, bien proches de Paris pour être autonomes mais qui ne peuvent être, pour autant, satellisées. Seule, l'étu-

de précise de chaque cas permettra d'avancer une solution.

On évoluerait donc vers 12 régions qui respecteraient le cadre économique de la France. Si elle reste faible au début, l'autonomie régionale peut se renforcer, par une véritable politique décentralisatrice. On a bien vu le département, cadre artificiel, s'éveiller à une vie locale ; la région parce qu'elle est naturelle et réelle peut renaître très vite.

Bien des préjugés devront être vaincus, si les limites anciennes doivent être changées : le régionalisme n'aura de sens que par une telle restructuration. □

Poitiers

Le développement livré au hasard

Lucien Lapiere

Une agriculture en mutation caractérisée par un exode rural qui s'accélère. C'est banal ! Une industrialisation rapide mais fortement colonisatrice. C'est à peine plus nouveau.

Le tout intéresse 1.500.000 personnes : c'est la région Poitou-Charentes qui, en 1954, était la plus rurale de France. Aujourd'hui encore, la moitié de la population régionale totale est rurale, soit environ un quart de la population active.

Aussitôt après la guerre, les paysans exploitaient en polyculture des propriétés, morcelées, de 15 hectares de moyenne.

lins agricoles et 5.800 actifs masculins non agricoles...

Et, fort logiquement, le milieu rural s'est appauvri par vieillissement. En 1962, 41,6 % d'actifs agricoles ont moins de 40 ans. 5 ans plus tard, ils ne représentent plus que 29,4 %. La chute sera plus brutale encore lorsque les plus de 55 ans d'aujourd'hui arriveront à l'âge de la retraite. L'indemnité viagère de départ (I.V.D.) est ici amenée à jouer un rôle important.

Mais où vont ces paysans « libérés » de leur terre ?

Emplois et salaires

En 1954 la région ne représente que 1,5 % de l'emploi industriel contre 3 % de la population totale. La part de l'agriculture y est prépondérante. Depuis 1960 (et, profitant d'une bonne conjoncture) l'industrialisation est rapide surtout dans le Bâtiment et les T.P. L'emploi s'est accru de 62 à 64 de 28 % dans le bâtiment et de 17 % dans le secteur tertiaire. Dans le secteur non agricole le nombre d'emplois salariés a été de 26.000 unités de 61 à 65 : c'est le plus fort accroissement relatif de l'emploi de toutes les régions économiques.

Une étude récente (1967) a essayé d'évaluer dans quelle mesure le secteur agricole avait contribué à cette augmentation, en supposant ce qui est plausible, que la majorité des agricoles qui ont changé d'activité sont devenus salariés.

On remarque alors qu'environ 2/3 des emplois salariés nouveaux sont occupés par l'exode rural. C'est le processus classique d'industrialisation.

Sur 26.000 emplois créés, 6.000 reviennent à la décentralisation, le reste est dû aux entreprises locales : bois, habillement, mécanique, construction électrique de série, indus-



Le marché Notre-Dame de Poitiers

tries alimentaires. Toutes ces entreprises sont mécanisées, aucune automatisée.

Dans tous ces secteurs, la main-d'œuvre employée est banale et non formée, imperméable (ou presque) au syndicalisme.

Les salaires d'un ouvrier qualifié sont inférieurs de 30 % à ceux de la région parisienne ; ceux d'un ouvrier spécialisé le sont de 50 %. Ajoutez le chômage et vous comprendrez qu'en 1967, le département de la Vienne n'ait connu aucune manifestation ouvrière de quelque ordre que ce soit (si on excepte les mouvements nationaux).

| Secteur | 1954 | 1962 |
|------------|---------|---------|
| Primaire | 46,60 % | 37,57 % |
| Secondaire | 22,60 % | 24,45 % |
| Tertiaire | 30,80 % | 37,98 % |

Aussi en février 1967, le Rapporteur du Colloque régional de Poitiers pouvait écrire : « en raison de son sous-développement, la région a pu attirer l'attention du capitalisme et bénéficier, d'une certaine façon, de la croissance nationale... C'est un processus de colonisation dans les conditions objectives des rapports de production de la région ».

Incapable (à quelques exceptions près), le capitalisme local tourne sur lui-même et ne « paie » pas. Non pas que la main-d'œuvre ne soit pas formée. La population régionale représente 3,1 % de la population nationale, les jeunes en cours d'apprentissage et préparant le C.A.P. représentent 3,6 % des effectifs nationaux.

L'Institut d'Économie régionale a calculé qu'en 1970 le nombre de titulaires du C.A.P. dépassera largement le double des besoins en qualifiés. Mais jusqu'à présent, sauf cas particulier, le degré de formation de

la main-d'œuvre régionale a été sans effet sur l'industrialisation.

Le patronat déqualifie. Donc on émigre, une nouvelle fois.

Aucun obstacle majeur

Pourtant, au même Colloque régional, le Rapporteur affirmait : « la région n'est plus foncièrement inapte à un développement industriel et aucun obstacle majeur de localisation ne s'oppose ici à la croissance de firmes locales ni à la création d'entreprises nouvelles ».

Malheureusement, il n'y a pas ici, de « métropole d'équilibre ». De plus, l'Université de Poitiers ne risque-t-elle pas de se retrouver « coincée » entre Limoges, Bordeaux, Tours et Nantes (un point significatif : les crédits de recherche n'arrivent plus sinon au compte-gouttes, depuis plus d'un an) ?

Dans 3 mois, l'administration décidera du point d'arrivée de l'axe Genève-Océan. Sera-ce La Rochelle, ou Nantes, ou Bordeaux ?

L'avenir d'une région est peut-être suspendu à ces points d'interrogation.

La restructuration de l'espace par les métropoles d'équilibre laisse notre région sans avenir et sans projets. Si elle s'est industrialisée ce n'est pas à cause de son port ou de ses villes : c'est par l'existence d'une main-d'œuvre abondante, à bon marché et non organisée. C'est le seul avantage relatif qui ait été perçu et utilisé par les entreprises.

Aussi les objectifs immédiats sont essentiellement revendicatifs car le rapport des forces ne permet pas d'envisager des réformes de structures immédiates. Les thèmes de lutte ne manquent pas. Malheureusement, les rivalités syndicales sont dans cette région plus que partout ailleurs, criminelles.

(Enquête de la Fédération de la Vienne)

Municipales dimanche à Rouen

Une élection municipale complémentaire se déroulera à Rouen, le 24 mars, pour pourvoir au remplacement d'un conseiller décédé. Chacun s'accorde à attacher un grand intérêt à ce test qui précédera de peu l'élection au poste de maire, abandonné par M. Tissot pour raisons de santé. On sait que Lecanuet briguera cette charge au nom d'une liste municipale élue en 1965 et s'étendant des indépendants à la S.F.I.O.

Pour l'élection de dimanche, cinq candidats se trouvent en piste : Victor Blot, présenté par le P.C.F. ; Jean Lagarde qui se dit apolitique et est en fait soutenu par l'U.N.R. ; Jean Martin qui cherchera à capter d'autres voix de droite ; André Valle qui sera présenté par le Conseil municipal et soutenu par Lecanuet.

Ainsi, la F.G.D.S. ne présente pas de candidat contre André Valle ; elle reste fidèle à son alliance municipale avec les giscardiens et le Centre démocrate. Pareille décision a suscité une violente protestation de la Convention des Institutions républicaines qui a affirmé dans un communiqué « qu'elle ne se sent pas engagée par cette décision prise sans qu'elle ait été consultée... Elle dénonce les marchandages et les manœuvres qui ont abouti à cet accord et... se refuse à accepter cette alliance électorale qui lui paraît contraire à toute morale politique ».

Pour sa part, le P.S.U. offre aux électeurs rouennais la possibilité de manifester clairement leur refus des alliances centristes. Il présente à leur suffrage la candidature de Robert Dubreuil, secrétaire fédéral de la Seine-Maritime. Au cours d'un grand meeting qui se tiendra le mercredi 20 mars sous la présidence de Louis Pointier, adjoint P.S.U. au maire du Havre, Michel Rocard viendra apporter son soutien au candidat de notre parti.

Débat organisé par le CEDETIM

Le CEDETIM, Centre socialiste de documentation et d'études sur les problèmes du tiers monde, organise le vendredi 22 mars, à 20 h 30, 81, rue Mademoiselle à Paris (15^e), un débat sur le thème :

« Agriculture des pays du tiers monde et agriculteurs des pays industrialisés ».

Le débat sera introduit par un exposé de Michel Simon, secrétaire général adjoint du C.N.J.A., Centre national des jeunes agriculteurs.

Nouvelles sections

YVELINES. — Deux nouvelles sections dans la Fédération, dans des secteurs du département où le P.S.U. n'était pas jusqu'ici implanté. Il s'agit des sections de Trappes et de Viroflay.

HAUTS-DE-SEINE. — Renaissance de la section d'Asnières qui a pris un bon départ. De plus, l'implantation du parti dans les entreprises se poursuit avec la création d'une section au Centre Technique Renault de Rueil-Malmaison.

OISE. — La Fédération fait connaître que la section de Compiègne vient d'être réorganisée. Pour tous renseignements s'adresser à Louis Lesueur, maire P.S.U. de Pierrefonds.

Calendrier

Jeudi 21 mars - Tours - 21 h., salle Balzac, meeting de solidarité avec le Vietnam, organisé par la section E.S.U. avec Marc Heurgon et Abraham Behar.

Vendredi 22 mars - Poitiers - 21 h., meeting des E.S.U. avec la participation de Michel Rocard.

Dijon - 20 h., Hôtel des Sociétés, réunion de la section E.S.U. avec Marc Heurgon.

Samedi et dimanche 23 mars. - Tandis que Michel Rocard sera à Saintes et Jacques Malterre à Grenoble, de nombreuses fédérations tiendront leurs Conseils fédéraux préparatoires au Conseil national des 30 et 31 mars. La Fédération des Yvelines signale qu'elle tiendra le sien dimanche 24 mars à 9 h au Centre administratif de Sartrouville. La Fédération de l'Oise tiendra le samedi 23 mars à 18 h 30 à l'Hôtel de Ville de Creil une assemblée fédérale sur « la crise de l'emploi et les solutions à envisager ».

Mercredi 27 mars. - Dreux - 21 h, meeting du P.S.U. avec Edouard Depreux, Marc Heurgon et Victor Frémaux, responsable du Service Jeunesse.

PARIS-7^e - 21 h (brasserie La Terrasse, 2, place de l'École-Militaire) : conférence-débat sur le schéma-directeur de Paris avec Georges Gontcharoff et André Fermigier, urbaniste.

PARIS-13^e - 20 h 45 (43, rue de la Glacière) : dans le cadre d'un cycle de cours sur « les acteurs de l'aménagement d'un arrondissement parisien » l'IPÉCER organise une réunion avec M. Sainsaulieu et Billotey.

NANCY - Meeting animé par Alain Badiou : « Castrisme, théorie et pratique ».

Jeudi 28 mars - Valence - 21 h, dans le cadre du Centre d'études socialistes : conférence-débat avec Manuel Bridier.

Vendredi 29 mars - Montluçon - 21 h, participation de Michel Rocard à une réunion-débat dans le cadre du Forum de Montluçon.

Charente-Mar.: week-end de formation

AVEC MICHEL ROCARD
LES 23 ET 24 MARS

Pour le déplacement du secrétaire national en Charente-Maritime, la Fédération a prévu plusieurs manifestations qui seront toutes largement ouvertes non seulement aux militants mais aux sympathisants du parti. En voici le détail :

Samedi 23 mars - 18 h - Salle Saintonge à Saintes : conférence publique : « Comment la gauche peut-elle assurer la victoire ? ».

Après la réunion, un buffet froid permettra à ceux qui le désirent d'assister à la séance de formation du soir sans avoir à rentrer chez eux.

Samedi 23 mars - 21 h - Mairie de Saintes : soirée de formation : « Conditions économiques et financières de la marche vers une société socialiste ».

Dimanche 24 mars à 9 h - Mairie de Saintes : Congrès fédéral élargi aux sympathisants. Thème : « La politique et le développement du P.S.U. ».

A 13 h, repas amical dans un restaurant de la ville. Les camarades qui désirent assister à ce week-end sont priés de retourner d'urgence à M. Desmoulins, 20, rue de Royan, Saintes, la fiche d'inscription qu'ils ont reçue récemment.

Les Fédérations au travail

PREPARATION DU CONSEIL NATIONAL

Malgré la brièveté des délais la plupart des fédérations fournissent un gros effort pour la préparation du Conseil National. Toutes les formules ont été employées : journées d'études, week-end de formation, réunion-débats, meetings, journaux, tracts, enquêtes, etc., etc.

Le B.N. est encore loin de connaître toutes les initiatives prises. Signalons deux cas parmi beaucoup.

Une section de la région parisienne (Arcueil-Cachan) a préparé un questionnaire très simple mais très précis sur l'emploi, elle l'a défini avec une lettre explicative dans un ensemble H.L.M. et elle repassera le chercher et aura ainsi un très bon moyen de multiplier les contacts.

Deux sections de Normandie, Gisors et Fécamp, ont organisé des réunions sur le thème de l'emploi et ont proposé aux représentants des partis de gauche et des syndicats de créer des comités de défense de l'emploi.

Les rapports demandés commencent à arriver rue Mademoiselle émanant de groupes de militants d'entreprises (Rhodiacéta à Lyon) et de fédérations (Calvados, Tarn-et-Garonne, Tarn, Gard, etc.).

Les Côtes-du-Nord ont adressé un document particulièrement dense dont notre camarade Bars est le rapporteur.

LE MANS : REUNION DE DISCUSSION

Dans le cadre de la préparation du Conseil national, la section du Mans et la Fédération de la Sarthe ont organisé une réunion de discussion sur le problème des rapports entre partis et syndicats. De nombreux militants syndicalistes, parmi lesquels les responsables des Unions départementales de la C.G.T. et de la C.F.D.T., ont participé à cet échange de vues. Manuel Bridier, membre du Bureau national, a rappelé la position de notre parti et la perspective du prochain Conseil National : « le dialogue entre partis et syndicats est nécessaire pour un meilleur programme et une meilleure action de la gauche ; recherchons ensemble les conditions de ce dialogue, dans le respect de la spécificité et de l'autonomie du syndicalisme ». Cet exposé introductif a été suivi d'une discussion dont chacun a pu apprécier le caractère extrêmement ouvert et fraternel. Les représentants des syndicats ouvriers et des associations familiales présents ont manifesté unanimement leur volonté du mouvement syndical de ne pas se dérober aux responsabilités politiques dans les domaines qui conditionnent les revendications des travailleurs. Ils ont également souligné leur désir de ne pas subordonner les luttes revendicatives aux impératifs d'une action partisane ou d'un programme de gouvernement. Prenant la parole en conclusion, Manuel Bridier a montré que ces préoccupations étaient précisément celles qui animaient notre parti dans la préparation de son Conseil National. Dans une courte réunion intérieure, à l'issue de cette discussion, les militants P.S.U. se sont félicités de l'atmosphère dans laquelle s'est déroulée cette première rencontre publique et ils ont résolu de poursuivre le dialogue ainsi engagé.

DANS L'AIN

Journée d'étude sur les problèmes municipaux, 10 mars.

Une bonne vingtaine de jeunes adhérents et sympathisants P.S.U. se sont réunis à Journans pour une journée d'étude sur le thème : « Gestion municipale et démocratie communale ».

Le matin, Jean Gaget, membre de l'A.D.E.L.S., développa différents aspects de la gestion municipale, après avoir demandé à chaque participant de présenter sa commune et ses problèmes particuliers.

L'après-midi, un intéressant débat sur la démocratie communale s'engagea avec Jean Marinnet, adjoint P.S.U. de Bellegarde (Ain).

André Barthelemy du B.N. du P.S.U. tira les conclusions de cette journée en souhaitant que le travail entrepris soit poursuivi dans les sections et qu'une commission départementale « problèmes municipaux » soit mise sur pied. D'ores et déjà, il est question d'une nouvelle journée d'étude pour l'automne au cours de laquelle les militants intéressés par les problèmes municipaux se rendraient à Bellegarde et à Barby (Savoie) pour se rendre compte sur le terrain du travail des élus municipaux du P.S.U.

PARIS - 14^e SECTION

Mardi 12 mars, une réunion d'information, organisée par la 14^e section de Paris, sur les problèmes posés par la rénovation du quartier Plaisance, a réuni plus de 200 personnes.

Marc Mangelot, candidat P.S.U. sur Plaisance aux dernières élections législatives, a ouvert le débat en donnant des précisions sur la question du logement en France et situé le cas particulier de Plaisance. Claude Neuschwander, président du Conseil des Résidents de Sarcelles, a ensuite évoqué la possibilité pour des locataires de se grouper afin d'imposer aux pouvoirs publics, et aux constructeurs des solutions plus démocratiques et souvent plus saines. Claude Bourdet, conseiller de Paris, a enfin donné de nombreuses précisions avec plans, graphiques et chiffres, sur ce qu'allaient devenir les habitants de ce quartier du 14^e arrondissement, puis a élargi le problème en évoquant les récentes discussions de l'Hôtel de Ville, sur le schéma directeur de Paris.

Très intéressés sur les problèmes les touchant directement, la plupart des présents posèrent de nombreuses questions concernant l'expropriation, les droits des locataires, le relogement des personnes âgées, des retraités ou des personnes à revenus faibles, en insistant sur le fait qu'ils souhaitaient être relogés sur place, à prix peu élevés (préférence aux H.L.M.) ; un très vif désir de poursuivre le débat ouvert sur l'initiative de la 14^e section s'est manifesté.

Toute personne désirant participer aux différentes actions en cours peut prendre contact avec la section du 14^e. (Ecrire P.S.U., 81, rue Mademoiselle, Paris-15^e.) qui pourra la mettre en rapport soit avec sa commission Rénovation-Plaisance, soit avec une des associations du cartel qui prépare une exposition itinérante sur le 14^e.

TOUJOURS LES FASCISTES

Répondant à l'appel de nombreuses organisations dont le P.S.U., les E.S.U., les J.S.U. (Jeunes Socialistes Unifiés), le P.C.F., la Convention, le Mouvement de la Paix, la C.G.T., l'U.N.E.F., etc., plus de mille personnes ont manifesté le samedi 16 mars dans le centre de Bordeaux pour soutenir la lutte du peuple vietnamien.

Les militants et sympathisants du P.S.U. s'étaient groupés autour d'une banderole portant le mot d'ordre « Halte à l'impérialisme américain ». Aux cris de : U.S. = S.S., « Johnson assassin », « F.N.L. vainera », « La victoire aux Vietnamiens », les manifestants ont parcouru la rue Ste-Catherine. Tout se déroulait normalement lorsqu'un groupe de fascistes appartenant à la Fédération des Etudiants Nationalistes a essayé de briser la manifestation en lançant des pétards, fumigènes et grenades d'exercice.

La riposte fut violente et en quelques minutes les contre-manifestants ont été dispersés en emportant un blessé avec eux. Puis la manifestation s'est poursuivie avec plus de force. Le succès de la manifestation appelle une suite rapide. Le P.S.U. pour sa part est prêt à continuer l'action. Le P.S.U. pense également que la constitution d'un Comité Antifasciste doit être imminent pour faire face à la menace fasciste. Le P.S.U. s'y emploiera activement.

Assemblée générale

Où en est l'UNEF ?

Remy Grillault

Au moment où l'on parle partout de la « révolte des étudiants », de la nécessaire transformation de l'université, au moment où les mouvements étudiants se multiplient, deviennent de plus en plus violents, l'on est en droit de s'interroger sur l'avenir de ces luttes, leur développement, et sur la possibilité pour le mouvement étudiant, l'U.N.E.F., d'en prendre la direction.

Le renouveau des luttes

Il est indéniable, en effet, qu'en France comme partout en Europe, les mois qui viennent de s'écouler ont vu une recrudescence de l'agitation étudiante.

★ Des mouvements isolés...

Le début de l'année universitaire a vu, un peu partout en France, l'éclosion de luttes revendicatrices spontanées. Le manque de locaux ou de professeurs, la mise en place de la réforme Fouchet entraînant pour beaucoup d'étudiants une perte de temps liée à des équivalences défavorables, la perspective d'un avenir bouché, la menace de sélection et les nombreux échecs aux examens, le sentiment que l'on perd son temps à l'université, tous ces éléments en ont été à l'origine.

Le malaise a été perçu différemment et son expression a donné lieu à bien des variantes : à Nanterre, il a conduit à la création de comités paritaires étudiants-enseignants ; à la Sorbonne il a surtout porté sur le système d'équivalences ; ailleurs les conditions matérielles de la rentrée, désastreuses, ont été prégnantes ; ailleurs encore, c'est la réforme Fouchet, dans son ensemble, qui était contestée...

Les déclarations du ministre de l'Éducation nationale sur la sélection et l'accès en faculté, les prises

de position des assemblées de faculté et des enseignants, ont bientôt unifié ces mouvements qui ont pris l'aspect de protestations généralisées et unanimes contre les projets de sélection. Les voyages ministériels ont été régulièrement ponctués de manifestations, d'ampleur inaccoutumée, marquant la désapprobation générale à l'égard de la politique gouvernementale : déjà le 9 novembre avait vu à Paris la réunion de 5.000 étudiants, chiffre qui n'avait pas été atteint depuis longtemps.

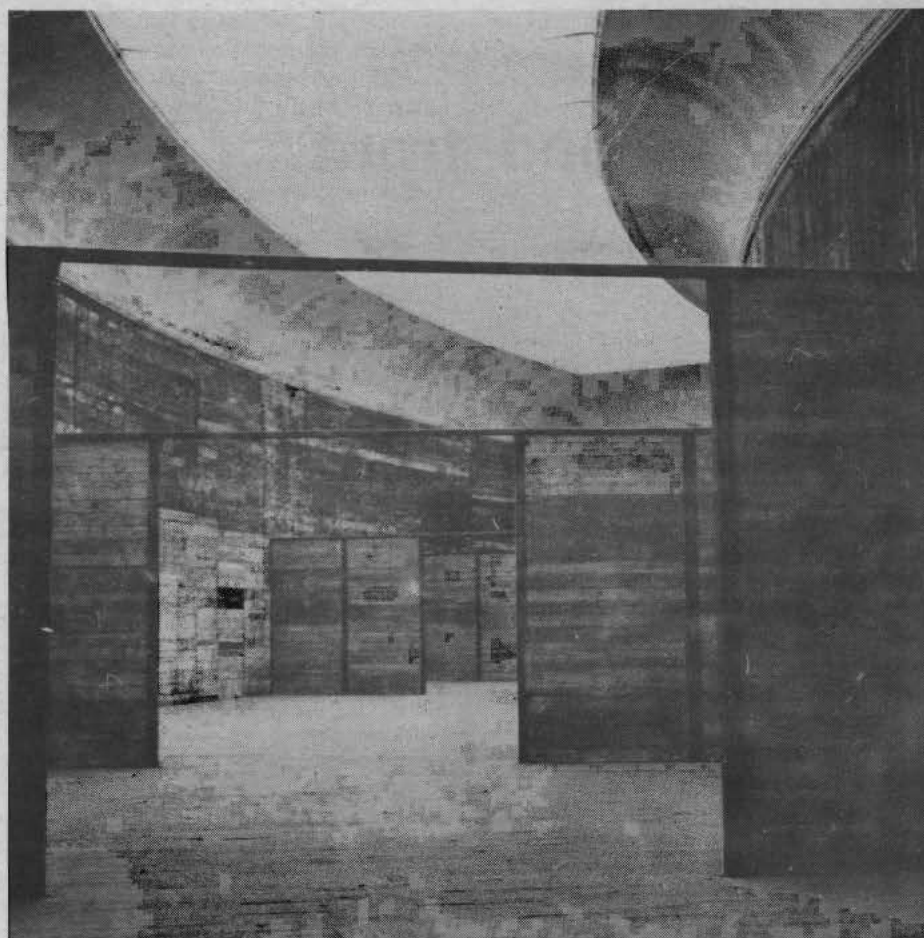
Mais ces actions restaient isolées ; la tentative de les coordonner les 12 et 13 décembre 1967, fut un demi-échec, et un demi-succès. Succès parce que le mouvement étudiant réussissait enfin à retrouver la pratique d'actions nationales, parce que ce mouvement s'intégrait à la lutte revendicative des travailleurs contre les ordonnances. Mais échec aussi parce que la campagne d'action fut diversement suivie, et ses thèmes déviés parfois de leur signification. C'est pourquoi l'assemblée générale de l'U.N.E.F. décidait en janvier la poursuite d'actions certes nationales, mais propres à des secteurs déterminés.

★ Aux actions généralisées.

Les explosions isolées devaient se poursuivre au cours du second trimestre comme à Nantes où les étudiants envahissent le rectorat, à Caen où les étudiants de sciences naturelles se mettent en grève... mais les décisions prises par l'U.N.E.F. devaient permettre le développement d'interventions beaucoup plus intéressantes.

Celle qui devait frapper le plus l'opinion publique eut lieu dans les campus et résidences universitaires : le 14 février, étudiantes et étudiants décidaient l'abolition du règlement intérieur des cités et établissaient de fait la libre circulation, organisaient discussions et réunions, manifestations... Toutes les cités, à de rares exceptions près, étaient entraînées dans le mouvement.

Beaucoup plus discrète mais combien plus importante pour l'avenir du mouvement étudiant fut la campagne nationale, au début de mars, menée dans les établissements de techniciens supérieurs et les instituts universitaires de technologie. Sur 16.000 étudiants techniciens, 13.000 font grève pour la prolongation de la scolarité et l'acquisition



Voies universitaires...

Agip

d'une formation théorique, la suppression du pouvoir des représentants patronaux, l'obtention d'une convention collective nationale interprofessionnelle ; plusieurs I.U.T. ont participé à cette action et l'on peut déjà dire que les tentatives gouvernementales de créer un syndicat jaune en I.U.T. sont vouées à l'échec.

Deux dates sont également à retenir : le 27 février, journée de solidarité au peuple vietnamien, où 7.000 étudiants manifestent à Paris et le 14 mars, journée nationale d'action à l'occasion de laquelle les étudiants manifestent devant les rectorats ou préfectures et à Paris, approchent du ministère de l'Éducation nationale.

La fin d'une crise

Le mouvement étudiant sort donc de sa crise. L'assemblée générale de l'U.N.E.F., le 17 mars 1968, décide une campagne nationale pour la fin du mois de mars : le refus de la sélection et de l'élimination, de l'instauration d'universités concurrentielles, le contrôle intersyndical sur les I.U.T., la mise en œuvre d'une politique d'expansion universitaire en sont les thèmes principaux. L'U.N.E.F. décide de ne dialoguer avec l'administration sur le règlement intérieur des cités que si l'état de fait instauré, depuis le 14 février, est maintenu et que si l'on accepte de discuter sur la base de l'ensemble de ses revendications ; elle entend également favoriser et aider l'expansion des mouvements lycéens.

L'U.N.E.F. a toujours été le cadre de débats agités ; cependant l'U.N.E.F. en était arrivé dans certains endroits à un point tel que la possibilité même des discussions était remise en cause : la pratique terroriste des militants du C.L.E.R., le culte de la violence qu'ils répandaient, l'utilisation de cette violence contre des militants, des responsables des syndicats, la constitution de commandos chargés d'expéditions punitives... entraînaient le sabotage des réunions syndicales et remettaient en cause la signification de l'intervention du syndicat. La dernière assemblée générale de l'U.N.E.F. non seulement a condamné à l'unanimité et publiquement ces pratiques mais surtout a lancé un appel à tous les étudiants pour qu'ils resserrent leurs rangs autour de l'U.N.E.F., pour qu'ils engagent dès maintenant un combat politique de telle sorte que le prochain congrès de l'U.N.E.F. voit le syndicat renforcé redevenir l'instrument de la lutte des étudiants.

En fait, le problème de l'U.N.E.F. ne sera pas réglé par des congrès ; l'élaboration d'une ligne politique claire, la formation de nombreux militants, l'accroissement de l'intervention syndicale sont bien plutôt les éléments qui détermineront l'avenir du mouvement étudiant.

Mais déjà le débat s'instaure ; la semaine prochaine s'engage une campagne nationale, dans tous les secteurs... et l'on pense aussi au troisième trimestre et à la rentrée. L'U.N.E.F., organisation de lutte, ce n'est peut-être pas si loin. □

Courrier du PSU

CPN de septembre - Novembre 1967.

CPN de novembre - Novembre 1967.

CPN de janvier - Janvier 1968

Abonnements : C.C.P. de T.S.

n° 58.26.65

1 an 15 F

Numéro : 2,50 F

Déserteurs américains

Le second front

Vincent Renault

Il s'appelle John, Sam, Howard, il a 19, 20, 22 ans ; il était il y a 15 jours ou 3 mois le G.I. matricule ... à la caserne américaine de Kaiserslautern (R.F.A.) ou de Fort Lewis (U.S.A.).

Il est à Paris ou à Stockholm ; il croit ne jamais pouvoir retourner aux E.U. La statistique militaire l'a soustrait des effectifs en instance de départ pour le Vietnam pour le cataloguer « A.W.O.L. ». En bref, il a déserté.

Il était engagé volontaire à 17 ans, ou rappelé à 19. Il raconte son passage sous l'uniforme de l'armée la plus riche du monde : bien payé, nourri, blanchi, drogué quelquefois, l'armée américaine n'est pas avare de marijuana. Il aura eu, à Fort Lewis une vie plus agréable que son homologue français de Frileuse ; il aura, à Kaiserslautern goûté les joies de l'occupation.

Et puis l'ordre de départ est arrivé. Il a déserté seul ou avec un ou deux copains. Coup de tête ou décision longuement mûrie, pour deux d'entre eux c'est leur compagnie toute entière qui a discuté de la possibilité de désertir. Ils constatent avoir été les seuls à oser.

A l'aveuglette

Départ à l'aveuglette, ils savent seulement, des tracts circulent dans tous les bars à soldats d'Allemagne, que des Européens sont prêts à les aider. De cafés en salles d'attente ils finiront toujours par trouver un contact et se retrouver, frontières passées, dans un pays sûr, la Suède ou la France, qui leur accorde permis de séjour et de travail.

Leur histoire est banale, elle s'est répétée des dizaines de fois : motifs plus ou moins politiques, errances plus ou moins longues, adaptations plus ou moins difficiles.

La suite l'est moins. Quelques-uns d'entre eux la présentaient récem-

ment à Paris, au cours d'une réunion d'information.

Car ils sont, volontairement pour beaucoup, accidentellement chez d'autres, les témoins et les acteurs de la forme la plus radicale de la résistance américaine à la guerre du Vietnam.

Qu'ils ne soient pas seuls, on commence à le savoir. Parce que Muhammad Ali (Cassius Clay) a été condamné à 5 ans de prison, parce que B. Spock et N. Chomoky sont menacés de la même peine, l'opinion apprend que des Américains, aussi, luttent contre l'impérialisme. Mais ces cas qui doivent la notoriété à celle de leurs auteurs risquent de donner une idée fautive d'un mouvement qui ne se résume pas aux déclarations d'insoumission morale de quelques personnalités. On sait moins que lors des manifestations du 21 octobre il y avait plus d'Américains autour du Pentagone que de manifestants dans toute l'Europe. On ignore que des milliers de jeunes ont préféré s'exiler au Canada plutôt que d'être « draftés », que les Noirs se cachent dans les ghettos et que, par rapport à la période concernée, le nombre de condamnations pour insoumission a triplé.

Le F.B.I. au campus

Le gouvernement américain le sait, lui, qui se garde bien de trop toucher aux sursis universitaires quand le F.B.I. le prévient que près du quart des étudiants refuseraient l'incorporation, quand les sondages révèlent que la majorité des étudiants de Harvard et 40 % de ceux de Yale, ces bastions du triomphalisme américain, sont prêts à s'insoumettre.

Que ce mouvement concerne essentiellement les Noirs, les étudiants et les intellectuels ne surprend pas. Ce qui est plus notable, et plus prometteur, c'est sa nouvelle radicalisation : ce qui est rejeté n'est plus perçu comme l'accident isolé d'une Amérique guidée par un mégalo-mane irresponsable, on ne leur referra plus le coup de Kennedy. C'est la société américaine qui est jugée et refusée. En témoignent ces étudiants insoumis arrivant à Paris et dont la première question concerne les formalités de naturalisation. On s'étonne, on évoque la probable amnistie, ils manifestent, au-delà des impossibilités légales invoquées, le refus définitif d'une Amérique sur

laquelle ils n'ont plus aucune illusion.

D'autres choisissent de mener le combat à l'intérieur, soit qu'ils n'aient pas les moyens de l'exil, soit qu'ils soient assez politisés pour savoir que la lutte contre l'impérialisme se jouera finalement, en son centre.

C'est parce qu'elle déborde les milieux pacifistes traditionnels, qu'elle dépasse une objection de conscience passive, que la résistance américaine à la guerre prend une importance politique nouvelle. Le mouvement de désertion peut n'être encore le fait que d'une petite minorité, ni l'état-major, ni la C.I.A. ne le sous-estiment qui traquent les déserteurs et font multiplier les pressions sur les pays susceptibles de les accueillir.

Car ce qui est presque toujours, au départ, acte individuel, tend à s'organiser et à prendre ainsi une signification politique fondamentale. Spectaculaire ou discrète, toujours scandaleuse, la désertion peut aussi devenir exemplaire.

Elle l'est aujourd'hui à un double titre. D'abord parce qu'elle témoigne de la dégradation rapide du moral d'une armée dont les chefs proclament l'invincibilité mais dont les « bidasses » font les comptes : des défaites qui s'accumulent, des pertes qui augmentent, des derniers quarts d'heure qui se succèdent.

Ensuite parce que s'organisant, elle est de moins en moins simple refus, compréhensible, de se faire trouer la peau pour Johnson, pour devenir de plus en plus expression politique, le refus de la guerre devient lutte contre l'impérialisme.

Les déserteurs américains le veulent ainsi, qui ont intitulé leur bulletin de liaison « The Second Front ». Leur titre est un programme politique, et si la prétention affirmée par une poignée de réfractaires d'ouvrir le second front de la guerre du Vietnam, peut paraître démesurée, elle ne l'a pas semblé tel au F.N.L. qui les a assurés publiquement de son soutien et de l'importance qu'il attache à leur action.

Le soutien à la lutte du peuple vietnamien passe aussi par la solidarité avec la résistance américaine. Le F.N.L. a sur ce point également donné l'exemple en créant le « Comité de solidarité de la population du Sud-Vietnam avec le peuple américain ». Il serait difficilement compréhensible que ceux qui en Europe se veulent solidaires du Vietnam en fassent moins (*). □

(*). Un comité de soutien aux déserteurs américains en France se propose de leur apporter une aide morale et matérielle.

Les fonds peuvent être adressés à la C.I.M.A.D.E., C.C.P. 4088-87 Paris et les offres d'emploi et de logement à M. Zucker, 1, rue Tiron, Paris (4^e) (par lettre seulement).

Tribune Socialiste

**VOUS
OFFRE
jusqu'au
31 Mars
des
abonnements
au prix spécial**

6 mois : 9 F

1 an : 17 F

Nom :

Adresse :

**Faites parvenir ce bulletin
accompagné d'un chèque
bancaire ou postal, ou un
virement postal au :**

C.C.P. Paris 58-26-65

**Tribune Socialiste, 54, bd
Garibaldi, Paris-15^e.**

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04
Permanent de 14 h. à 24 h.
Prima della rivoluzione
V.O.

Classiques du militant

Les syndicats britanniques et le poids du passé

Lucien Saintonge

Le Mouvement ouvrier britannique a toujours posé une énigme pour nos esprits rationalistes de socialistes latins et continentaux. Les Trade-Unions par le nombre de leurs adhérents (10 millions de syndiqués, 40 % de la masse des salariés) et par leur puissance financière et politique, sont un des colosses du monde syndical contemporain. Pourtant l'expérience décevante de M. Wilson montre les limites du travaillisme, victime de ses contradictions internes face à la logique du capitalisme et à la situation internationale de la Grande-Bretagne. Gulliver est complètement ligoté par les « gnômes de Zurich », et les révisions déchirantes s'avèrent de plus en plus nécessaires.

C'est qu'en fait, il est avant tout le produit, mais aussi le prisonnier d'une histoire longue et mouvementée, qui en même temps fait son prestige et le paralyse. Paradoxalement cette histoire est méconnue. C'est cette lacune que vient heureusement combler le livre passionnant de M. Henry Pelling, spécialiste de l'histoire sociale anglaise (paru dans la collection de poche « Politique »), « *L'Histoire du syndicalisme britannique* » (1).

Un foisonnement d'expériences
(1790-1860)

De la grande misère prolétarienne apparue dès la seconde moitié du 18^e siècle du fait de l'antériorité de la révolution industrielle en Grande-Bretagne, décrite par Engels dans « *La situation des classes laborieuses en Angleterre* », à l'Angleterre wilsonienne, c'est une évolution lente mais continue qu'Henry Pelling décrit en trois grandes phases : la naissance du syndicalisme des origines à 1880, la consolidation du monde ouvrier jusqu'à la grève générale de 1926, enfin les problèmes de l'intégration nationale de 1926 à 1962.

La première phase correspond au décollage du capitalisme. Sur le plan social, elle se traduit par la prépondérance des ouvriers qualifiés, aristocratie ouvrière encore proche de l'artisanat, qui anime les différentes tentatives d'organisation et de lutte.

Jusqu'en 1825, c'est la lutte sourde et violente dans le cadre de clubs clandestins et de sociétés secrètes, pour la reconnaissance légale, qui intervient à une époque où le mouvement ouvrier était encore dans les limbes dans les autres pays européens. Jusqu'en 1860, les Unions qui se forment un peu dans le désordre et sont souvent éphémères comme la « Grande Union consolidée des métiers » qui sème une frayeur extraordinaire dans la bourgeoisie britannique, se lancent dans l'action politique et révolutionnaire ; coopération d'Owen, chartisme, grève générale. Bien que les grands espoirs prématurés se heurtent à la réaction de la classe dominante et ne rencontrent que des échecs, une mentalité syndicaliste est née. De 1860 à 1880, il va se replier sur l'action purement professionnelle. C'est le vieil unionisme fondé sur le syndicalisme de métier (les « craft unions ») à tendances très réformistes. Pendant que Thiers fusille les prolétaires parisiens, les ouvriers anglais les plus aisés qui en 1868 forment le TUC, sont désireux d'acquiescer à une certaine respectabilité dans l'Angleterre victorienne. De cette phase de son histoire, le trade unionisme va retenir son pragmatisme, son caractère réformiste et non doctrinal, et aussi certaines pratiques restrictives qui le marquent encore.

La consolidation de la puissance syndicale (1880-1926)

A partir de 1880, le syndicalisme abandonne l'esprit de simple groupe de pression corporatiste pour acquiescer à un véritable esprit de classe et un dynamisme croissant qui marque toujours les grèves anglaises, relativement rares, mais longues et dures. De 1880 à 1900, la puissance industrielle anglaise fondée sur la houille et l'acier est à son apogée. De nouvelles catégories ouvrières (dockers, mineurs, cheminots, métallurgistes) se regroupent par industries et non plus par métiers. Si bien que le nouvel unionisme est beaucoup plus combatif. Les grandes unions actuelles, à effectifs très nombreux se constituent à cette époque et prennent le contrôle du TUC. En même temps le socialisme se développe, beaucoup plus réaliste que la première vague de 1830-40 sentimentale et utopique.

Le Labour, parti du travail, est l'émanation politique directe du mouvement syndical qui le finance et le contrôle étroitement. (Ce sont en

effet les syndicats et non les individus qui adhèrent au Parti, qui compte ainsi actuellement 6 millions de membres). La représentation parlementaire ouvrière s'accroît progressivement, et à partir de ce moment l'histoire des syndicats britanniques se confond avec celle du parti travailliste.

En 1911-1912, les grèves s'étendent et se durcissent, souvent accompagnées d'émutes. Mais dès l'ouverture des hostilités, le Labour comme la majorité des partis de la 2^e Internationale jette par-dessus bord pacifisme et internationalisme et entre dans l'union sacrée.

L'économie anglaise connaît dans l'entre-deux-guerres une période sombre de crise, crise de structure due au vieillissement des activités industrielles aggravée par la crise du capitalisme mondial de 1929. Elle se traduit par des phases alternantes d'essor et de durcissement, et de reflux du mouvement ouvrier. L'agitation des années 20 aboutit à la grève générale de 1926 qui paralyse pendant une semaine l'activité du pays, mais qui échoue faute de perspectives politiques révolutionnaires, et du fait de la prudence excessive des leaders. Cet échec entraîne un reflux syndical. Le syndicalisme se tourne alors davantage vers l'Etat et préconise l'action parlementaire. Il entre dans sa phase d'intégration nationale.

Les problèmes de l'intégration nationale
(1926-1962)

Ce sont d'abord les problèmes des liens du syndicalisme et du parti travailliste, quand ce parti est au pouvoir. C'est ensuite l'attitude du syndicalisme envers l'Etat considéré comme troisième force favorable ou défavorable aux intérêts ouvriers. Enfin les difficiles problèmes de cohérence de l'économie et du social. La première expérience travailliste MacDonald de 1929 à 1931 est un échec.

Les dirigeants travaillistes non préparés aux responsabilités gouvernementales se lancent dans une politique orthodoxe de déflation pour préserver la place financière de l'Angleterre sur le marché mondial. MacDonald est alors désavoué par le Conseil Général du TUC et exclu du parti travailliste ainsi que les leaders de l'aile droite. Bevin avait pris l'offensive contre MacDonald en défendant les thèses de Keynes, qui vont devenir l'économie politique du Labour, hanté par le problème du chômage.

Elles vont s'appliquer pleinement lors de la 2^e guerre mondiale et de 1945 à 1951, où le Labour passe à la réalisation de son programme. Les syndicats acceptent la suspension des grèves, le blocage consensuel des salaires et l'arbitrage obligatoire en cas de conflit. L'appui ferme donné par le TUC au gouvernement Atlee per-

met la mise en œuvre des nationalisations, le plein emploi et le dirigisme économique, la création de la sécurité sociale et du service national de santé, et une ébauche de politique de redistribution des revenus par une fiscalité lourde et progressive sur les hauts revenus. Cependant vers 1950, le travaillisme paraît essoufflé : l'équilibre de la balance des paiements et la puissance financière de la City, la défense de la livre et l'évolution du Commonwealth bloquent toute tentative socialiste plus hardie. Les mêmes problèmes lancinants se poseront 14 ans plus tard.

Le livre de M. Pelling s'achève par l'histoire de la décennie 1951-1962, qui voit le retour au Labour dans l'opposition, pendant la gestion des conservateurs dont Harold Wilson devra payer les dettes. C'est une période de crise interne du travaillisme. La droite du parti Deakin, Gaitskell) est supplantée par la gauche (A. Bevan, puis Franck Cousins et Wilson). L'appareil syndical souffre de sa structure surannée et complexe, de sa faible centralisation, si bien que l'on assiste à la multiplication des « grèves sauvages » dirigées par les syndicats de base et les délégués d'atelier souvent membres du P.C. britannique. Enfin se pose le problème d'un nouveau programme véritablement socialiste, adapté aux données économiques et techniques actuelles.

On peut regretter que l'auteur n'étudie pas la nouvelle expérience travailliste. L'ouvrage est cependant indispensable à la compréhension du présent, à la connaissance d'un mouvement ouvrier original, conditionné plus que tout autre par une histoire qu'il a du mal à dépasser, à l'heure des grandes interrogations et des mutations douloureuses. □

(1) Henry Pelling : *Histoire du Syndicalisme britannique*, Le Seuil, 1967, Coll. Politique, 1^{re} éd. 1963.

responsable politique
êtes-vous
BIEN ÉQUIPÉ ?

L'homme d'aujourd'hui est sollicité sans cesse par des messages d'information, de propagande ou de publicité, qui s'appuient sur les derniers progrès techniques de duplication. De son côté l'information syndicale, pour atteindre son but, a besoin d'un équipement moderne, rapide et sûr. A l'intention des responsables, Gestetner a mis au point une ample documentation, véritable tour d'horizon des procédés modernes de duplication, stencil et offset. Les méthodes, les matériels, leurs rendements, leurs applications y sont clairement confrontés. D'utiles conseils sont également inclus pour l'établissement des documents et pour la gravure des stencils ou plaques. Demandez le Cahier n° 337 à GESTETNER, 71, rue Camille Groult, 94 - VITRY. Tél. 482.47.85.

PETITE ANNONCE

Jeune femme grecque connaissant le français cherche travail de secrétariat ou garde d'enfants. Ecrire à *Tribune socialiste*, qui transmettra. □



Dans la fourrure d'une nuit estivale.

Eloge de Shakespeare

Le Songe

Claude Glayman

Vu le « Songe d'une nuit d'été » au Cirque de Montmartre dans une mise en scène d'Ariane Mnouchkine. Il me tarde d'en dire ici tout le contentement et tout le mécontentement, l'un et l'autre ressentis sinon contradictoirement du moins parallèlement. En trois orientations, la critique se décompose.

D'abord la pièce ! Merveilleux et puissant Shakespeare ! Le Shakespeare de l'Histoire, de l'interrogation philosophique, de la poésie et de l'humour, je les retrouvais de représentation en représentation au fil des programmes. A chaque reprise c'était pour me surprendre dans une admiration toujours plus vive à force de découvrir les faces toujours plus complexes et plus neuves du génie ; et pourtant j'aime Brecht, Pirandello, Claudel et quelques autres, etc... Le Songe, certes ce n'est pas l'Histoire et pourtant rien n'est moins secondaire ou accessoire ; c'est si vous ajoutez le grand leg féérique du Moyen Age, une superposition de plans où convergent les thèmes chers à Shakespeare, multipliés, recoupés, traités à travers l'invention dramatique la plus permanente qui soit. Qui, bien sûr, ne retiendrait ce féérique, alors qu'ailleurs il est verbal, souvent extérieur, qu'il exige l'approbation initiale du spectateur pour être admis ; dans « Le Songe » il devient un véritable

personnage ou plus exactement un élément de base et continu du déroulement de l'œuvre, il est incarné parce que vécu dans et par l'agencement de l'intrigue et de ses rebondissements. Féérique, au demeurant pas simple, qui dépasse la seule convention du maléfice ou de l'eau de rose et qui, grâce à l'ingéniosité de l'homme de théâtre devient le miroir de l'inconstance et de la vanité du sentiment humain, de l'amour, miroir de la cruauté, de l'onirisme, voire même de l'érotisme. Mais cette psychanalyse d'avant la lettre n'est pas isolée, elle se double, se dédouble et s'enrichit de multiples plans, entremêlés et aussi essentiels les uns que les autres. Je mentionnerais en particulier ce théâtre de la réalité, théâtre populaire, psychodrame de la pièce que montent sous nos yeux les acteurs du peuple venus orner la fête nuptiale des grands, des amoureux fades et victimes de la déviation de leurs sens égarés.

On n'en finirait pas ... et c'est pourquoi l'œuvre est difficile à jouer — peut-être plus que toute autre — et c'est pourquoi malgré le talent et les incontestables beautés de la mise en scène d'A. Mnouchkine, je demeure insatisfait mais peut-être insatiable !

N'éprouve-t-on pas en effet l'impression que la modernisation du « Songe » a conduit à tourner le dos

à sa richesse qui implique d'abord une lecture fidèle, de cette fidélité qui se veut celle de la densité. Erreur de goût, mais erreur qui n'en aboutit pas moins à une sorte de surimpression de dimensions à une pièce qui en fourmille.

L'allusion générale à Bédart est évidente, non seulement par la présence de deux de ses danseurs, elle se retrouve dans un type de beauté, de décorum (le parterre de fourrures, les espèces de cintres ajourés, le côté liane et le côté rampant, l'orientalisme, etc...), dans une gestulation méthodique acrobatique, cérémonieuse qui emprunte à la gymnastique et à la démarche du ballet ; bref dans une ambiance globale. Mais ce climat moderne et froid chasse le féérique sans pour autant introduire la cruauté — second volet de la passion amoureuse —, il enraye l'effervescence sensuelle, retient le dramatique, introduisant une distance entre le spectateur et ce qui se déroule de telle sorte que le parodique ne tarde pas sinon à se matérialiser sur scène, du moins à surprendre la perception de celui qui regarde. Du coup, nous voilà, dominés par le contre-sens, en train de rire des amants permutés, de l'absurdité en somme gratuite qui les amène à se déchirer — absurdité dont on nous convainc qu'elle n'émane que pour un temps du bon vou-

loir du poète et de ses fées inoffensives. La folie cruelle, la dénonciation de l'inconstance et de la fragilité de l'amour, fût-il modernement charnel ou héroïco-moyenâgeux, tout cela saute, s'évanouit et l'on n'a plus qu'un quatuor de comédie grinçante et de gosses gâtés, tricheurs !

On pourrait avancer bien d'autres preuves à l'appui. Cela n'ôte pas à la beauté en soi du dispositif et de la direction d'A. Mnouchkine, pas plus que cela ne diminue les qualités de sa troupe (l'une des plus homogènes et des meilleures actuellement, peut-être trop tenue en main en dépit de quelques éléments assez pâles). Le grave c'est que l'interprétation ne fait pas corps avec l'œuvre présentée, comme ce fut remarquablement le cas avec « La Cuisine » de Wesker.

On a trop cherché à prolonger Shakespeare alors qu'on y a insuffisamment plongé. Cette approximation est un mal fréquent de nos jours. Les modes et la hâte favorisent le superficiel. Bien que A. Mnouchkine accorde une forte attention aux répétitions, ce danger guette « Le Théâtre du Soleil ». Gageons que les ressources de ses comédiens et de son chef sont suffisamment importantes pour qu'il puisse éviter d'y succomber !

* Cirque de Montmartre, LAM. 41.99.

Roméo

Bernard Sizaire

C'est maintenant évident que la véritable audace consiste à présenter Shakespeare à Saint-Denis (*) et non pas Chabrol à Aubervilliers. José Valverde a cent fois raison d'écrire que « Le théâtre shakespearien est encore ce qu'il y a de plus contemporain dans la dramaturgie contemporaine ». Partant de là, il ne faut pas y aller par quatre chemins et saisir à bras le corps cette conjonction unique du verbe et de l'action, l'investir, l'habiter par tous les moyens avec amour, tendresse et rage. Valverde l'a fait !

Passons vite sur les défauts mineurs d'un Roméo qui comptera dans la mise en scène shakespearienne en France : une adaptation trop libre et parfois douteuse ; une nourrice qui s'est manifestement trompée en croyant jouer une galéjade pagnolesque. Reste un spectacle rempli de mouvement, de fureur et de cris.

Pour la première fois un metteur en scène français a accepté le lyrisme shakespearien et s'est efforcé de nous le restituer dans toute son exubérance. Assisté de Jean-Marie Binoche, José Valverde a eu le grand mérite d'apporter au lyrisme verbal une constante correspondance corporelle. Le comédien n'est plus seulement un homme qui parle, mais un être vibrant qui chante avec son corps : il faut avoir vu Juliette (la

fragile Micheline Uzan) retrouver les plus beaux gestes des danseuses balinaises dans le carré lumineux de sa fenêtre !

Le second mérite, c'est d'avoir joué le jeu de la violence. Univers cruel où le massacre est permanent et la mort épouvantable, où le plus tendre amant peut devenir un forcené et la plus douce agnelle périr convulsivement. Ce théâtre de la cruauté, Valverde lui a donné une dimension saisissante, sachant jusqu'où « on peut aller trop loin ». Sans oublier les leçons de Bédart et de West Side Story, il les a prolongées, unissant dans un rythme fort lyrique et sauvagerie.

Tout cela, animé d'un grand souffle, vit, saigne, crève au milieu de l'espace ingénieusement aménagé par André Acquart.

Ai-je besoin d'ajouter que Valverde est un extraordinaire directeur d'acteurs dont il obtient le meilleur, dans une stricte discipline ? Il le fallait pour animer cette grande tragédie lyrique et chorégraphique.

Courez donc à Saint-Denis à la rencontre de Shakespeare, le plus grand auteur populaire généreusement servi par une troupe de choc et un metteur en scène auquel il faut rendre les honneurs.

(*) Au Théâtre Gérard-Philipe à Saint-Denis, les jeudi, vendredi, samedi et dimanche, jusqu'au 14 avril.



Pierre Boulez.

Musique

Le "Passage" de Pierre Boulez

Pierre Bérard

C'est par un coup d'*Eclat* que Pierre Boulez, qui a tant fait pendant quinze ans, pour faire connaître, en France, la musique contemporaine, quittait, il y a quinze mois, notre pays. Déçu par la réforme de la musique du Ministère des Affaires Culturelles, à laquelle il reprochait de séparer « la musique de l'action culturelle générale », Pierre Boulez déclarait : « Je fais donc grève en regard de tout ce qui est organisme officiel de la musique en France ».

Il passait de la parole aux actes et, en novembre 1966, il dirigeait pour la dernière fois l'Orchestre du Domaine Musical. Il quittait la France pour l'Allemagne. De grands orchestres étrangers l'accueillaient comme chef...

La France n'a pas su retenir (espérons-le, momentanément) celui qui est le compositeur et le chef le plus brillant de cette génération de musiciens français.

Sa violence hautaine, sa désinvolture, son humour, son tempérament combatif, ses dons de créateur-né, son caractère difficile, une intransigeance excessive, mais salutaire, ses déclarations retentissantes sur l'Opéra et sur ses pairs, ont fait de lui un personnage difficile à vivre. En regard des hommes falôts et salonnards qui gouvernent la « coterie musicale » en France, il est évidemment d'un autre poids... Ces quinze mois loin de Paris, l'ont-ils fait revenir

sur sa décision ? Non. Il déclarait, le mardi 12 mars, à la télévision, que ce ne sont pas : « quelques mesures superficielles qui le feront changer d'avis ».

Voilà qui va laisser rêveurs ceux qui le voient déjà acceptant la direction de la musique de l'Opéra.

Aussi c'est avec un peu d'amertume et de regret que nous l'avons vu « passer » avec l'Orchestre de la Résidence de La Haye. Comme « passe » un chef étranger à la tête d'une formation étrangère. Amertume, parce qu'il est ce chef jeune, inventif, dynamique et cultivé qui semble manquer à l'orchestre de Paris (Münch a 77 ans), d'une qualité supérieure à celui que conduisait Boulez à Pleyel.

C'est un triomphe que 4.000 auditeurs lui ont fait. Pour plusieurs raisons. D'abord sentimentales, c'était, pour un soir, le retour de l'enfant prodige. Comme chef ensuite, avec un programme sans concession : l'éblouissante et brève *Symphonie Op 21* de Webern (1928) ; la *Serenata II pour flûte et quatre groupes instrumentaux* de Van Vlijmen, jeune Hollandais de trente-trois ans, parut un peu laborieuse, il reste un morceau de bravoure pour le soliste ; les très beaux *Mouvements Op 5 pour orchestre à cordes* de Webern (1909) dont Schoenberg disait : « Pourquoi est-ce ainsi et pourquoi est-ce parfait ainsi, je ne saurais le dire. »

Pierre Boulez dirigea l'Orchestre de La Haye avec cette manière qui n'appartient qu'à lui, gestes courts, signes de doigts, une direction précise, une autorité dépouillée qui restitue l'essentiel d'une œuvre, et qui pourtant donne tant de poésie aux pièces les plus rigoureuses.

L'accueil du public au compositeur fut, lui aussi, délirant. Avec « *Eclat* » que Boulez présente « comme un concerto pour chef d'orchestre, les musiciens étant utilisés de la même façon que les touches d'un instrument ». Cette pièce de 8 minutes pour 15 musiciens qui laisse une part à l'improvisation est un jeu subtil de beautés sonores. Elle forme un tout serré.

Dans « *Figures, doubles et prismes* » pour la première fois Pierre Boulez utilise l'orchestre sans la voix humaine. Il se laisse emporter par un lyrisme violent et un certain « romantisme ». Est-ce pour cela que cette œuvre fut moins bien reçue qu'*Eclat* dont on souhaite, au plus vite, un enregistrement ?

Pierre Boulez a confirmé ce que nous savions déjà, qu'il est aussi bon chef que compositeur.

Espérons que l'accueil chaleureux du public puisse infléchir l'intransigeance de Pierre Boulez. Ce n'est pas un ministre qu'il prive ou quelques critiques qui lui sont hostiles. C'est nous. □

Cinéma

Près du Vietnam

Jean-Luc Pouillaude

Dire que chaque film de Joris Ivens est un poème, pensant par là rendre hommage à l'indéniable qualité plastique des images, c'est peut-être manquer l'essentiel, à savoir la nature du propos, implicite mais parfaitement concerté, qui anime cette œuvre. Autre chose est en jeu, et si l'image est belle (parfois trop belle), on peut dire que c'est malgré elle, comme si elle se défendait d'être ce qu'elle est, revendiquant son simple rôle de *pré-texte*, au sens littéral du mot, de lieu originaire d'où surgira un discours dont l'élaboration et la coordination seront laissées au seul spectateur. Le discours d'Ivens quant à lui reste modestement en retrait, en-deçà ou au-delà de la surprenante beauté esthétique des images.

Et pourtant Ivens ne parle pas sur le Vietnam. Son film est le Vietnam déchiré, meurtri, assassiné par l'agression et sans cesse renaissant avec un ferveur et un acharnement exemplaires. Il a su rendre obsédante la permanence de la menace américaine qui s'exprime en ces quelques plans admirables où les regards des paysans interrogent un ciel vide qui, à chaque instant, peut s'emplir de la fureur meurtrière des bombardiers.

Bien qu'il ne soit jamais montré — exception faite de la capture d'un parachutiste, prisonnier dérisoire —, l'ennemi américain est constamment présent. La force de 17^e *Parallèle* c'est de rendre sensible cette angoisse sourde qui fait de la guerre une lutte de chaque instant : « Même un lit d'hôpital est un champ de bataille ».

Alors, pourquoi est-on gêné par ces longs plans qui montrent les gestes gracieux d'une jeune fille se peignant ? Pourquoi une telle idéalisation de l'image ? Même si sa fonction propre est de renvoyer à un discours politique, l'image est ici en rupture, dans sa gratuité formelle, avec le contenu général que le film implique. Il est facile de montrer cette beauté menacée. Il eut été plus utile d'entrer profondément dans l'absurdité et l'horreur des massacres. On attendait *Guernica* et Joris Ivens nous donne un chant pudique, une rhapsodie émue et émouvante. Quand il s'agit du Vietnam, le temps des belles images est passé. En dépit de ces facilités et de ces naïvetés, *Le 17^e Parallèle* est un film nécessaire et profondément généreux. □

● *Le 17^e Parallèle*, film de Joris Ivens avec le peuple vietnamien en guerre.

Semaine TV

● *IMAGES ET IDEES*. Que représente Freud aujourd'hui ? Jean Mailland et Raymond Bellour, auteurs de l'émission tentent de fournir une réponse par l'intermédiaire des élèves du lycée Lakanal. (Dimanche 24 mars, 2^e ch., 17 h 55).

● *LIFEBOAT*. Un des plus célèbres huis-clos (avec « La Corde ») de l'œuvre d'Alfred Hitchcock. Tout se passe à bord d'une chaloupe en haute mer. Suspense garanti. Scénario de J. Steinbeck. (Lundi 25 mars, 2^e ch., 20 h 40).

● *BOULEVARD DURAND*. A l'occasion de l'anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, le succès théâtral d'Armand Salacrou, dans une mise en scène d'André Reybaz. (Mardi 26 mars, 1^{er} ch., 20 h 45).

● *TEL QUEL*. Au sommaire de cette émission d'actualité, entre autres un reportage sur la Faculté de Nanterre, et une reconstitution historique : l'affaire de « La bande à Bonnot ». (Mardi 26, 2^e ch., 20 h 10). □

L'association « Votre Opinion » présente :

« L'ÉCHANGE » de Paul CLAUDEL, mis en scène par Sophie LAURENCE

Jeu 21 mars, à 20 h 15 précises, Cinéma Saint-Lambert, 6, rue Pecllet, Paris (15^e).

Après la représentation, Colette Audry, Jean Bergeaud, Jacques Madaule et les interprètes du spectacle débattent avec le public des problèmes soulevés par la pièce et par sa mise en scène. (Renseignements : AUT. 35-06.)

Participation aux frais 10 F - Jeunes 6 F.

U.S.A.

Les limites de la puissance impérialiste

Jean-Marie Vincent

Au lendemain de la seconde guerre mondiale les Etats-Unis d'Amérique étaient indéniablement la première puissance mondiale. L'U.R.S.S. à la même époque était exsangue et terriblement affectée dans son économie par les pertes humaines et matérielles consécutives à l'invasion allemande. Les autres grandes puissances d'avant 1939, la Grande-Bretagne, le Japon, l'Allemagne, la France sortaient épuisées ou complètement vaincues du conflit. Rien ne semblait pouvoir contrebalancer la force militaire ou la puissance économique du colosse américain. L'O.N.U. et la plupart des accords internationaux de l'époque furent établis d'ailleurs sous son égide et sous sa supervision directe. Rien n'apparaissait possible sans lui ou contre lui.

Dès 1945 les dirigeants américains prirent conscience de cette situation et voulurent en tirer parti. Alors que sous Roosevelt (mort en avril 1945) ils se montraient encore désireux de prolonger l'alliance de la période de guerre avec l'U.R.S.S. en une entente en bonne et due forme pour organiser la paix dans un esprit conservateur, sous Truman, et surtout après l'explosion des bombes atomiques d'Hiroshima et de Nagasaki, ils en vinrent à penser qu'il n'était pas nécessaire de payer à Staline le prix de sa collaboration à un ordre mondial nouveau et qu'en tout état de cause il valait mieux ne pas avoir à faire confiance à une puissance communiste. Avant même que la doctrine Truman de guerre froide soit proclamée en 1947, elle était appliquée dans les faits par le gouvernement de Washington : les Etats-Unis d'Amérique se voulaient le garant de l'ordre mondial et les surveillants de son évolution économique et sociale.

Cette politique remporta des succès non négligeables. La vague de mécontentement révolutionnaire dans les pays occidentaux s'enlisa très vite. Les régimes fragiles de « démocratie nouvelle » d'Europe de l'Est, soumis à des pressions politiques, économiques d'ordre divers (plan Marshall par exemple) se replièrent sur eux-mêmes en adoptant sous la pression soviétique des méthodes stalinienne destinées à maîtriser les tendances centrifuges, méthodes qui ne pouvaient que susciter la répulsion. En même temps les anciennes puissances coloniales encouragées par ce climat contre-révolutionnaire entreprenaient des guerres de reconquête en Indochine, en Indonésie, en Malaisie, voire en Grèce (où l'intervention britannique fut

vite relayée par l'intervention américaine).

Il n'y eut pourtant pas de succès américain décisif, c'est-à-dire susceptible d'imposer la « pax americana » au monde. En 1948-49 la révolution chinoise, irrésistible dans sa marche en avant, venait soustraire 600 millions d'hommes à la domination impérialiste par Kuomintang interposé. En 1949 l'Union Soviétique mettait fin au monopole nucléaire des Anglo-Saxons. Tout cela changeait considérablement le rapport des forces. On le vit bien lors de la guerre de Corée, où les dirigeants américains et britanniques s'accordèrent pour empêcher Douglas MacArthur de franchir le Yalu et d'envahir la Chine. On le vit bien aussi au cours de la guerre d'Indochine, lorsque les Etats-Unis furent dans l'incapacité de sauver leur allié français de la défaite militaire.

**

Après 1954 la politique américaine, incarnée par Foster Dulles, se préoccupa surtout de colmater les brèches. Les pactes comme l'O.T.A.S.E., l'A.N.Z.U.S. furent créés pour établir une ceinture de sécurité autour de la révolution chinoise et de la révolution vietnamienne. Le réarmement de l'Allemagne de l'Ouest fut imposé aux puissances réticentes comme la France. Le travail de la C.I.A. fut intensifié dans le monde afin de prévenir des développements politiques incontrôlables (ex : le coup d'Etat au Guatemala). On envoya les marines au Liban en 1958 pour se prémunir contre certaines conséquences de la chute de Noury Saïd en Irak. Mais les résultats ne furent pas non plus très satisfaisants à la fin de cette période (1959-1960). Le triomphe de la révolution cubaine à la fin de 1958 et au début de 1959 secoua tout l'équilibre latino-américain. Le lancement des spoutniks à partir de 1957 remit en question le dogme de la supériorité technologique américaine. Enfin en Europe occidentale certaines puissances impérialistes secondaires comme la France commençaient à trouver lourde l'hégémonie américaine en fonction de leur propre dynamisme économique et de la relative stagnation des Etats-Unis.

Si les classes dirigeantes américaines voulaient éviter une lente érosion de leurs positions dans le monde, il leur fallait trouver une autre réponse que la pactomanie réactionnaire de Foster Dulles, qui justement ne faisait que réagir aux événements au jour le jour sans vues stratégiques

claires. Elles trouvèrent cette nouvelle politique grâce aux efforts de l'équipe réunie autour de John Kennedy. Les actions et les réactions du gouvernement des Etats-Unis devaient, à l'avenir, correspondre à une stratégie globale — tout faire pour affaiblir les mouvements dits subversifs à l'échelle de la planète — appliquée avec discernement en fonction des conditions politiques régionales — mise au point de la guerre spéciale pour les zones de guérilla, appui sur des « réformismes » locaux dans d'autres secteurs. Un des éléments de cette stratégie globale était naturellement de jouer sur les divisions du camp adverse pour y créer des fissures, d'où les distinctions entre le degré d'agressivité des différents Etats Communistes. Ce jeu fut particulièrement visible dans le domaine nucléaire. Les Etats-Unis, sous Kennedy, poussèrent de façon vigoureuse la course aux missiles (I.C.B.M.), utilisèrent en 1962 la première occasion venue (l'installation de fusées à portée intermédiaire à Cuba) afin d'affronter l'Union Soviétique et de lui prouver qu'elle ne pouvait s'en remettre simplement à l'équilibre de la terreur, mais devait au contraire rechercher des accommodements avec Washington pour limiter les possibilités d'ascension aux extrêmes (chantage nucléaire). Tout cela aboutit en 1963 au traité sur l'interdiction des explosions nucléaires en surface, mais aussi à l'exacerbation des tensions entre Soviétiques et Chinois, ces derniers se rendant bien compte qu'ils ne pouvaient plus tabler sur le bouclier nucléaire soviétique et que les dirigeants de Moscou se montreraient de plus en plus réservés à l'égard des mouvements de libération nationale et sociale du Sud-Est asiatique.

**

Apparemment les dirigeants américains avaient remporté une très grande victoire. En 1963-1964 ils avaient effectivement l'impression de n'avoir jamais été aussi forts et de pouvoir contrôler l'évolution de la planète beaucoup mieux que pendant la décennie précédente. Sans doute est-ce cela qui explique leur optimisme dans l'affaire du Vietnam malgré l'effondrement du régime Diem sous les coups du F.N.L. En y mettant les moyens militaires nécessaires, en intimidant la Chine et en pratiquant l'escalade ils pensaient régler la question en quelques mois (McNamara). Cette ivresse de puissance fut encore renforcée s'il en était besoin par le succès de Saint-Domingue. 1965 fut de ce point de vue l'apogée de l'ère Kennedy-Johnson.

Pourtant le processus de dégradation commença aussitôt. L'escalade ne conduisit pas aux résultats escomptés, mais stimula au contraire la lutte du peuple vietnamien. La division du mouvement communiste international ne suscita pas le découragement chez les révolutionnaires du « tiers monde », elle leur permit en fait d'affronter leurs problè-

mes avec une liberté d'esprit beaucoup plus grande tant en Amérique latine qu'au Vietnam. Ainsi au fur et à mesure que le temps passait « l'opération de police » menée au Vietnam par les Américains devenait un test majeur, une confrontation de dimension historique. La plus puissante armée du monde était mise en échec par la guerre révolutionnaire, la plus puissante économie du monde voyait s'accumuler les difficultés de ses paiements extérieurs, le mythe de l'invincibilité américaine commençait à perdre de son emprise sur les esprits.

**

Depuis, les coups de boutoir du F.N.L. au début de 1968, la crise du système monétaire international et du dollar, la montée de l'opposition à l'agression américaine dans le monde mettent en crise la stratégie globale des Etats-Unis, secouent leur système politique, ébranlent leur prestige et multiplient les résistances à leur hégémonie. Le gouvernement américain est par suite confronté à un dilemme qu'il est incapable de trancher dans les circonstances actuelles : ou bien il fait, comme on dit, la part du feu en réduisant l'ampleur de ses engagements économiques et militaires à l'échelle mondiale, c'est-à-dire en abandonnant du terrain aux forces révolutionnaires, ou bien il continue la même politique avec des moyens insuffisants pour stopper le processus de dégradation de ses positions économiques et politiques dans le monde.

Il y a là pour le mouvement socialiste international une occasion historique à saisir, une situation à exploiter. En luttant pour que des masses de plus en plus importantes expriment leur solidarité avec la lutte du peuple vietnamien, en luttant pour que les conséquences de la crise des relations économiques internationales ne trouvent pas sa solution sur le dos des travailleurs, il peut transformer la position difficile de l'impérialisme en une véritable retraite. Ainsi par une conjonction des fronts militaires (Vietnam, Amérique latine), politiques et économiques (Europe en particulier) peut se trouver vérifié le mot d'ordre de Che Guevara : créer deux, trois, plusieurs Vietnam. Une nouvelle ère de l'histoire du monde est possible, car il étouffe dans le cadre du « statu quo » économique et social actuel. □

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom

Prénom

Adresse

.....

Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

(Bulletin à retourner au siège du PSU, 81, rue Mademoiselle, Paris-15^e)